

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif . . . . .	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif . . . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50	
{ Par porteur ou par la poste.	
{ Togo, France et Colonies : 1. fr. 75	
{ Etranger : Port en sus.	

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	2 fr.
Minimum . . . . .	10 fr.
La page . . . . .	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1938		
8 mai	— Décret portant réglementation des loyers des locaux d'habitation en Afrique occidentale française. (Arrêté de promulgation n° 9 du 6 janvier 1942)	65
1940		
3 octobre	— Décret maintenant et prorogeant les dispositions du décret du 8 mai 1938 susvisé. (Arrêté de promulgation n° 9 du 6 janvier 1942)	67
1941		
30 décembre	— Décret prorogeant les effets du décret du 8 mai 1938, modifié par le décret du 3 octobre 1940 sur la réglementation des loyers des locaux d'habitation en Afrique occidentale française. (Arrêté de promulgation n° 9 du 6 janvier 1942).	67

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

1941		
20 novembre	— N° 656 — Arrêté portant protection des cultures arbustives (caféiers), cacaoyers, colatiers, palmiers, cocotiers, bananiers).	77
3 décembre	— N° 4210 T. P. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française portant organisation du service des transmissions de l'Afrique occidentale française	77
17 décembre	— N° 4464 S. E. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française réglementant les mouvements de sacs vides à l'intérieur de l'Afrique française.	79
24 décembre	— N° 4529 A. P. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française abrogeant : 1 <sup>o</sup> l'arrêté n° 540 du 14 février 1941	

	portant création de la Légion Française des Combattants de l'Afrique Noire; 2 <sup>o</sup> l'arrêté n° 2348 c. M. du 2 juillet 1941 qui a autorisé en Afrique française la constitution d'un groupement intitulé « Amis de la Légion Française des Combattants de l'Afrique Noire », et portant application de la loi du 18 novembre 1941 qui a institué une Légion Française des Combattants et des Volontaires de la Révolution Nationale.	67
24 décembre	— N° 720 — Arrêté portant limitation de la vente de certains tissus et confections	81
24 décembre	— N° 721 — Arrêté réglementant la vente des bovins destinés à l'abattage dans les villes de Lomé et d'Anécho.	81
24 décembre	— N° 723 — Arrêté abrogeant l'arrêté n° 492 du 23 novembre 1940 fixant le mode de perception de l'impôt dû par les indigènes de la catégorie ordinaire dans la commune-mixte et la subdivision administrative de Lomé.	82
24 décembre	— N° 724 — Arrêté portant approbation du budget primitif de la commune-mixte de Lomé, exercice 1942.	82
24 décembre	— N° 725 — Arrêté autorisant la commune-mixte de Lomé à s'imposer en 1942 des centimes additionnels au principal des contributions directes et lui attribuant certaines recettes.	82
24 décembre	— N° 728 — Arrêté réglementant la circulation des Français et des étrangers à l'intérieur du territoire du Togo.	83
24 décembre	— N° 729 — Arrêté complétant et modifiant l'arrêté n° 480 du 11 septembre 1939 réorganisant la concession des bourses accordées aux élèves continuant leurs études hors du territoire.	38

24 décembre	—	No 754 — Arrêté autorisant M. R. Eychemme à importer et à détenir des alambics et autres appareils de distillation, et réglementant les opérations de distillation industrielle des fruits et graines du pays.	84
24 décembre	—	No 755 — Décision fixant la valeur des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique pour le 1 <sup>er</sup> semestre 1942.	87
25 décembre	—	No 56 — L. A. N. — Décision du Président général de la Légion de l'Afrique Noire portant nomination du chef fédéral, du chef adjoint fédéral et du secrétaire fédéral de la Légion d'Afrique Noire.	75
25 décembre	—	No 57 — L. A. N. — Décision du Président général de la Légion de l'Afrique Noire relative à la composition et à la nomination des membres du tribunal fédéral d'honneur de la Légion de l'Afrique Noire.	76
25 décembre	—	No 58 — L. A. N. — Décision du Président général de la Légion de l'Afrique Noire relative à la constitution du directoire fédéral de la Légion d'Afrique Noire.	76
25 décembre	—	No 59 — L. A. N. — Décision du Président général de la Légion de l'Afrique Noire portant nomination des inspecteurs fédéraux et de leurs adjoints.	76
29 décembre	—	No 773 — Arrêté fixant le montant de la provision mensuelle à constituer pour les dépenses à effectuer dans la métropole au cours de l'année 1942.	87
29 décembre	—	No 774 — Arrêté rendant provisoirement exécutoire le budget local pour l'exercice 1942.	87
30 décembre	—	No 776 — Arrêté fixant pour 1942 les taux des cotisations des Sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo.	88
30 décembre	—	No 780 — Arrêté interdisant l'achat du ricin par le commerce.	88
30 décembre	—	No 781 — Arrêté abrogeant l'arrêté no 90 du 26 février 1941 déclarant infectés de peste bovine certains cantons de la subdivision autonome de Mango.	88
30 décembre	—	No 783 — Arrêté fixant les mercuriales officielles pour le 1 <sup>er</sup> semestre 1942.	89
30 décembre	—	No 784 — Arrêté portant abrogation de l'alinéa 2 de l'article premier de l'arrêté no 336 du 23 juillet 1935 déterminant les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice.	92
30 décembre	—	No 785 — Arrêté autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf.	92
31 décembre	—	No 921 — Décision nommant pour l'année 1942 la commission centrale de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance.	93
<b>1942</b>			
1 <sup>er</sup> janvier	—	No 1 — Arrêté soumettant à la procédure de publication d'urgence l'arrêté général no 4464 s. E. du 17 décembre 1941 relatif aux mouvements des sacs vides à l'intérieur de l'Afrique Française.	80
1 <sup>er</sup> janvier	—	No 1 — Décision fixant pour l'année 1942 les taux de l'allocation attribuée aux chefs, secrétaires et témoins des villages de ségrégation.	93
4 janvier	—	No 6 — Décision autorisant la consignation à la caisse des dépôts et consignations de sommes destinées à l'acquisition de matériel agricole.	94
6 janvier	—	No 6 — Arrêté rapportant l'arrêté no 671 du 2 décembre 1941 portant restriction à la délivrance d'essence aux véhicules de trois tonnes et plus de charge utile.	94
6 janvier	—	No 8 — Arrêté fixant pour l'année 1942 les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo.	94
6 janvier	—	No 10 — Arrêté autorisant l'organisation par le comité local du secours national d'une tombola à Lomé.	95
8 janvier	—	No 12 — Arrêté portant modification à l'arrêté no 174 du 7 avril 1941 relatif à la vente des allumettes chimiques.	95
8 janvier	—	No 13 — Arrêté portant approbation des plans de campagne des prestations pour l'année 1942.	95
8 janvier	—	No 14 — Arrêté déclarant infecté de peste bovine le territoire de la commune mixte comprenant la cocoteraie de M. César Olympio et les zones de pâturages situées entre le camp d'aviation au nord et la ligne d'Atakpamé à l'est.	95
8 janvier	—	No 16 — Arrêté fixant pour l'année 1942 le montant de l'autorisation dans les limites de laquelle le Territoire pourra accorder sa garantie aux prêts consentis par le crédit colonial.	96
8 janvier	—	No 17 — Arrêté portant approbation du budget de la chambre de commerce du Togo — Exercice 1942.	96
8 janvier	—	No 18 — Arrêté modifiant l'arrêté no 39 du 21 janvier 1941 réglementant le conditionnement du caoutchouc.	96
Personnel			97
Divers			101
<b>TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION</b>			
<b>ACTES DU GOUVERNEMENT GENERAL</b>			
<b>1941</b>			
17 décembre	—	No 4425 — Arrêté du Haut-Commissaire de l'Afrique française, portant ouverture d'une station climatique.	105
<b>PARTIE NON OFFICIELLE</b>			
<i>Avis et communications</i>			
Domaines			106

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Loyers

#### ARRETE No 9 portant promulgation.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu les décrets des 8 mai 1938 et 3 octobre 1940 relatifs à la réglementation des loyers des locaux d'habitation en A. O. F. promulgués respectivement en A. O. F. les 25 juin et 12 octobre 1940;

Vu le décret du 30 décembre 1941;

Vu le T. O. no c. 4 en date du 2 janvier 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les décrets des 8 mai 1938, 3 octobre 1940 et 30 décembre 1941 relatifs à la réglementation des loyers des locaux d'habitation en A. O. F.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 6 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

#### DECRET du 8 mai 1938 portant réglementation des loyers des locaux d'habitation en Afrique occidentale française.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

#### DECRETE :

#### TITRE PREMIER

##### DÉTERMINATION DU PRIX DU LOYER

ARTICLE PREMIER. — En Afrique occidentale française, les loyers des locaux de toute nature, à usage d'habitation, ou affectés à l'exercice d'une fonction publique, construits avant le 1<sup>er</sup> janvier 1936, qui auront atteint ou dépassé, à la date de la promulgation du présent décret, dans cette colonie, une augmentation de 13 p. 100 par rapport à la valeur locative de l'immeuble au 1<sup>er</sup> janvier 1936, ne pourront subir de nouvelle augmentation avant le 1<sup>er</sup> janvier 1941, sauf, toutefois, dans le cas prévu à l'article 2 ci-après.

La valeur locative au 1<sup>er</sup> janvier 1936 est établie d'après le dernier terme payé avant cette date au propriétaire de l'immeuble ou, à défaut de précision sur ce point, d'après les loyers payés à cette époque pour des logements similaires.

Les loyers des locaux à usage d'habitation construits postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1936 ne pourront, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1941, être supérieurs de 18 p. 100 au taux des loyers pratiqués au 1<sup>er</sup> janvier 1936 pour des logements similaires.

ART. 2. — Les loyers d'habitation qui ont dépassé l'augmentation de 13 p. 100 ou de 18 p. 100 de la valeur locative établie comme il est spécifié précédemment, devront être ramenés à ce taux, sauf dans les cas où des circonstances particulières, notamment des agrandissements, des améliorations importantes apportées à l'immeuble, des baux de longue durée depuis longtemps acceptés par les preneurs, justifieraient un dépassement. Ces circonstances seront appréciées en cas de contestations, par l'une des juridictions compétentes indiquées aux articles 5 et 8 du présent décret, qui déterminera, après avis, le cas échéant, d'une commission de trois membres qu'elle nommera et comprenant, notamment, un ingénieur ou un agent technique ou encore un entrepreneur des travaux publics, le chiffre de la majoration autorisée. Cette majoration ne devra, en aucun cas, permettre l'amortissement du capital dépensé sur une période inférieure à dix années, ni dépasser 16 p. 100 pour les immeubles antérieurs à 1936 et 22 p. 100 pour les immeubles plus récents, du prix du loyer, y compris les charges locatives, perçu à l'époque de l'exécution des travaux.

Ces améliorations sont indépendantes des travaux d'entretien ordinaires et d'hygiène imposés par les collectivités locales et ne s'appliquent qu'aux travaux augmentant la qualité des logements et le confort à l'avantage direct du locataire.

ART. 3. — Toute exigence du bailleur, de ses agents ou préposés ou toute convention tendant à imposer au preneur, sous une forme indirecte, telle que remise d'argent, de valeur ou de cautionnement ou reprise de mobilier, un prix de location dépassant le prix licite tel qu'il est fixé par le présent décret, sera frappée de nullité absolue.

ART. 4. — Pour tous les baux et locations verbales postérieurs à la promulgation du présent décret, le bailleur convaincu d'avoir excédé le prix de location tel qu'il devrait être établi par application des dispositions qui précèdent, pourra être condamné à une amende civile au moins égale au triple de la majoration, sans qu'elle puisse dépasser cependant le décuple.

Les locataires seront admis, dans les six mois de leur entrée en jouissance, à demander le remboursement desdites majorations.

En cas de nouvelle majoration illicite, le tribunal correctionnel sera saisi et le bailleur sera passible des peines prévues à l'article 419 du code pénal.

#### TITRE II

##### PROCÉDURE

ART. 5. — Pour toutes les contestations relatives à l'application ou à l'exécution des dispositions du titre 1<sup>er</sup> du présent décret, sous réserve des dispositions contenues à l'article 8, la partie la plus diligente saisira, par lettre recommandée ou par déclaration

faite au greffe, le président du tribunal de première instance ou le juge de paix à compétence étendue.

La juridiction compétente sera celle du lieu de l'immeuble.

ART. 6. — Le juge convoquera, par lettre recommandée du greffier, avec avis de réception, quinze jours au moins à l'avance, les parties qui comparaitront en personne ou qui pourront se faire représenter ou assister, suivant les règles fixées par la législation locale.

Le juge aura pour mission de concilier les parties; il devra dresser procès-verbal, soit de la non-conciliation, soit de l'accord intervenu. Dans ce dernier cas, le procès-verbal sera revêtu de la formule exécutoire.

Faute de comparution ou de représentation, ou à défaut de conciliation, le juge statuera en chambre du conseil sans autre procédure.

Si la décision est rendue par défaut, avis de ses dispositions est transmis par le greffier à la partie défaillante, par lettre recommandée avec avis de réception, dans les cinq jours du prononcé.

L'opposition n'est recevable que dans la quinzaine de la date de la réception de la lettre recommandée ou, à défaut d'avis de réception, dans la quinzaine de la notification qui sera faite par huissier.

Elle est formée par déclaration au greffe dont il est donné récépissé.

La lettre recommandée ou la notification par huissier contiendra mention des délais et de la forme de l'opposition.

Les parties intéressées sont prévenues par lettre recommandée du greffier, avec avis de réception, ou par exploit d'huissier pour la prochaine audience utile, avec un délai minimum de quinze jours francs.

La décision qui intervient est réputée contradictoire.

Dans les instances contradictoires, les décisions sont notifiées par le greffier aux parties en cause, par lettre recommandée, avec avis de réception, dans les vingt jours du prononcé.

ART. 7. — Les décisions du président du tribunal de première instance ou d'un juge de paix à compétence étendue sont susceptibles d'appel devant la cour d'appel de l'Afrique occidentale française; les délais, formes et règles d'appel sont ceux fixés par les dispositions de la législation locale.

Le recours en cassation n'est pas admis, sauf dans le cas de condamnations correctionnelles prévues à l'article 4 du présent décret.

La cour d'appel de la colonie connaît des recours en annulation formés pour incompétence, excès de pouvoirs ou violation de la loi.

ART. 8. — Les contestations entre propriétaires indigènes et locataires indigènes seront de la compétence exclusive des tribunaux indigènes. La procédure sera réglée par le décret organisant la justice indigène en Afrique occidentale française.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret sont d'ordre public; en conséquence, toutes clauses ou conventions contraires seront réputées nulles de plein droit.

### TITRE III

#### DU DROIT DE PROROGATION

ART. 10. — Les locataires, les sous-locataires, cessionnaires de baux et tous occupants de bonne foi, même en vertu d'un délai de grâce de locaux d'habitation, en possession à la date de la promulgation

du présent décret auront droit, à partir de cette dernière date et sans l'accomplissement d'aucune formalité, à une prorogation de jouissance de deux ans.

ART. 11. — N'ont pas droit au bénéfice de la prorogation :

1<sup>o</sup> — Les locataires, cessionnaires ou sous-locataires, ayant plusieurs habitations, sauf, pour celle constituant leur principal établissement, à moins qu'ils ne justifient que leur fonction ou leur profession les y oblige, ou que les locaux d'habitation loués par eux, en sus de leur habitation personnelle, sont occupés par leurs ascendants ou descendants ou ceux de leur conjoint;

2<sup>o</sup> — Les occupants pour lesquels le logement constitue un des accessoires du contrat de louage de services;

3<sup>o</sup> — Les sous-locataires installés dans les logements par un locataire, pour la durée de son absence ou congé;

4<sup>o</sup> — Les locataires qui, contrairement aux clauses du bail, ont loué ou loueront la majeure partie des locaux sans l'assentiment écrit du propriétaire.

ART. 12. — La prorogation cesse de plein droit, dans le cas de départ définitif de la localité, à moins que le locataire se trouve dans la nécessité d'y laisser son conjoint et ses enfants, pour se rendre seul dans le nouveau centre où il est appelé à continuer l'exercice de sa profession.

ART. 13. — Le bénéfice de la prorogation reste acquis en cas d'abandon de domicile par le locataire ou en cas de décès de ce dernier, aux membres de sa famille légalement à sa charge et occupant déjà l'immeuble.

#### DROIT DE REPRISE

ART. 14. — Le droit à la prorogation prévu ci-dessus ne peut être opposé au propriétaire qui veut reprendre l'immeuble pour le reconstruire, le surélever ou lui apporter une transformation importante exigeant l'évacuation.

L'exercice du droit de reprise est subordonné aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> — Qu'un préavis de six mois soit donné au locataire;

2<sup>o</sup> — Que les travaux de reconstruction ou autres soient commencés dans les trois mois qui suivent l'évacuation des lieux par le locataire.

Faute de satisfaire à cette dernière obligation, le propriétaire sera tenu, envers le locataire évincé, au paiement, pour privation injustifiée de jouissance, d'une indemnité qui ne pourra être inférieure au montant du loyer annuel.

ART. 15. — Le droit de reprise appartient également, sous la condition d'un préavis de six mois, au propriétaire qui veut reprendre l'immeuble pour l'occuper lui-même ou le faire occuper par son conjoint ou par ses ascendants ou descendants directs.

Le propriétaire qui fera occuper l'immeuble par d'autres personnes que les bénéficiaires désignés ci-dessus ou qui n'occupera pas lui-même ou ne fera pas occuper l'immeuble par lesdits bénéficiaires pendant une durée de deux ans au moins à partir de la date d'évacuation des lieux par le locataire, sera tenu, envers ce dernier, au paiement, pour privation injustifiée de jouissance, d'une indemnité qui ne pourra être inférieure au montant du loyer annuel.

ART. 16. — Les préavis visés aux articles précédents devront être faits par acte extra-judiciaire et indiquer avec précisions et à peine de nullité, le ou les motifs légitimes qui justifient l'exercice du droit de reprise.

#### PÉNALITÉS

ART. 17. — Les propriétaires contre lesquels seront prononcées les sanctions prévues aux articles 14 et 15 ci-dessus, pourront, en outre, être condamnés à une amende civile dont le montant n'excédera, en aucun cas, le triple de l'indemnité allouée aux locataires évincés.

En cas de récidive, les tribunaux correctionnels saisis, soit directement par la partie lésée, soit par le ministère public agissant même d'office, prononceront une amende qui ne pourra être supérieure au montant du triple du loyer annuel, ni inférieure à 100 francs.

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 18. — Les dispositions des articles ci-dessus relatives tant à la prorogation qu'au droit de reprise, sont applicables à tous les locaux d'habitation, quelle que soit la date de leur construction.

ART. 19. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 mai 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Paul REYNAUD.

*DECRET du 3 octobre 1940 maintenant et prorogeant les dispositions du décret du 8 mai 1938, portant réglementation des loyers des locaux d'habitation en Afrique occidentale française.*

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 8 mai 1938, portant réglementation des loyers des locaux d'habitation en Afrique occidentale française;  
Sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 8 mai 1938, portant réglementation des loyers des locaux d'habitation en Afrique occidentale française sont maintenues et prorogées jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1942.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 3 octobre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

*DECRET du 30 décembre 1941 prorogeant les effets du décret du 8 mai 1938 modifié par le décret du 3 octobre 1940 relatif à la réglementation des loyers des locaux d'habitation en Afrique occidentale française.*

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 8 mai 1938, portant réglementation des loyers des locaux d'habitation en Afrique occidentale française, modifié par le décret du 3 octobre 1940;

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et du secrétaire d'Etat aux colonies;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les effets du décret du 8 mai 1938 modifié par le décret du 3 octobre 1940 susvisé sont prorogés jusqu'à une date qui sera fixée par décret.

ART. 2. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 30 décembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,*  
*ministre secrétaire d'Etat à la justice,*  
Joseph BARTHÉLEMY.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

##### Légion de l'Afrique Noire

ARRETE N° 4529 A. P. abrogeant : 1° l'arrêté n° 549 D. N. du 14 février 1941, portant création de la Légion Française des Combattants de l'Afrique Noire; 2° l'arrêté n° 2348 C. M. du 2 juillet 1941 qui a autorisé en Afrique française la constitution d'un groupement intitulé « Amis de la Légion Française des Combattants de l'Afrique Noire », et portant application de la loi du 18 novembre 1941, qui a institué une Légion Française des Combattants et des Volontaires de la Révolution Nationale.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française;  
Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi du 29 août 1940, portant création de la Légion Française des Combattants, ensemble les lois des 10 mars 1941 et du 3 juin 1941, qui l'ont modifiée et complétée;

Vu la loi du 18 novembre 1941, qui a modifié la loi du 29 août 1940 et créé la Légion Française des Combattants et des Volontaires de la Révolution Nationale;

Vu l'instruction n° 203 du 18 septembre 1941 du Maréchal de France, Chef de l'Etat Français, et les instructions du 6 novembre 1941 du Directeur général de la Légion;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés :

1° — L'arrêté n° 549 D. N. du 14 février 1941, portant création de la Légion Française des Combattants de l'Afrique Noire;

2° — L'arrêté n° 2348 C. M. du 2 juillet 1941, autorisant en Afrique française la constitution d'un groupement intitulé « Amis de la Légion Française des Combattants de l'Afrique Noire ».

ART. 2. — Dans le cadre de la Légion Française des Combattants et des Volontaires de la Révolution Nationale, instituée par les lois des 29 août 1940 et 18 novembre 1941, il est créé, sur l'étendue du Haut-Commissariat de l'Afrique française, un groupement de légionnaires dénommé : « Légion de l'Afrique Noire ».

ART. 3. — La constitution et le mode de fonctionnement de ce groupement fédéral sont réglés par les statuts annexés au présent arrêté.

ART. 4. — Toutes dispositions contraires sont abrogées.

ART. 5. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le commissaire de France au Togo et le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, les autorités de la Légion d'Afrique Noire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 24 décembre 1941.

P. BOISSON.

## PLAN DES STATUTS

### TITRE I. — Les Légionnaires

#### CHAPITRE I — Classification.

##### — II — Conditions d'admission.

##### — III — Procédure d'admission — Obligations — Insignes — Démissions — Discipline.

### TITRE II. — Organisation de la Légion

#### CHAPITRE I — Organisation générale.

##### — II — Légion fédérale.

##### — III — Légions-locales — Districts — Secteurs — Sections.

##### — IV — Tribunal Fédéral d'Honneur.

##### — V — Protocole.

### TITRE III. — Accès aux fonctions de commandement — Personnel auxiliaire

### TITRE IV. — Administration et Comptabilité

## STATUTS DE LA LÉGION DE L'AFRIQUE NOIRE

### TITRE PREMIER

#### Les Légionnaires

### CHAPITRE PREMIER

#### Classification

ARTICLE PREMIER. — Les adhérents sont répartis en Légionnaires Combattants et Légionnaires Volontaires.

1° — Peuvent être Légionnaires Combattants :

Tous ceux qui sont réputés combattants aux termes des lois et règlements en vigueur (Voir annexe I);

Tous ceux auxquels une décision individuelle ou générale de la juridiction fédérale d'Honneur de la Légion de l'Afrique Noire a reconnu cette qualité;

Si, par ailleurs, ils prêtent le Serment légionnaire.

2° — Peuvent être Légionnaires Volontaires tous les Français et Françaises non Combattants, sans distinction de statut, à partir de l'âge de 20 ans accomplis, qui prêtent le Serment des Légionnaires Volontaires (Voir annexe II) et qui sont admis par le Chef Légionnaire compétent (Cf. art. 3).

### CHAPITRE II

#### Conditions d'admission

ART. 2. — 1° — Légionnaires Combattants :

L'admission des Légionnaires Combattants est réglée par leur classification d'origine (Cf. art. 1<sup>er</sup> et 3).

L'obligation du parrainage est supprimée pour les Combattants de la guerre 1939-1940 qui peuvent, dès maintenant justifier de la possession des titres exigés par la loi.

Les Chefs Légionnaires habilités à cet effet gardent le droit de refuser l'admission d'un candidat qui, présentant les conditions matérielles requises, n'offrirait pas les garanties morales suffisantes.

Appel de la décision est possible devant la juridiction fédérale d'Honneur de la Légion de l'Afrique Noire (Cf. art. 18).

2° — Légionnaires Volontaires :

L'admission des Légionnaires Volontaires est entourée de certaines garanties spéciales destinées à éviter l'afflux d'éléments dont la fidélité aux principes de la Révolution Nationale ne serait pas indiscutable.

En conséquence, nul ne peut être admis aux « Légionnaires Volontaires » s'il n'est pas présenté par deux parrains :

L'un choisi librement par le candidat parmi les Légionnaires Combattants ou Volontaires;

L'autre choisi par le candidat sur une liste de Légionnaires préalablement arrêtée par le Chef Légionnaire compétent (Cf. chap. III du présent titre).

3° — Cas particuliers :

a) Les veuves de guerre, les ascendants, les orphelins de guerre, les femmes de prisonniers de guerre en captivité, sont dispensés du parrainage pour être admis comme Légionnaires Volontaires;

b) Les Combattants étrangers peuvent être admis comme Légionnaires Combattants à titre étranger, s'ils



sont titulaires de la Carte du Combattant ou du Certificat de Combattant ou d'un titre de Combattant d'une armée alliée équivalent. Ils devront être présentés par une Amicale de Combattants Etrangers, régulièrement autorisée;

c) Les juifs peuvent être admis comme Légionnaires Combattants s'ils sont : bénéficiaires de l'article 3 de la loi du 2 juin 1941 (Cf. annexe III), titulaires de la Carte du Combattant 1914-1918 ou titulaires d'une citation homologuée dans la guerre 1939-1940, ou décorés de la Légion d'Honneur ou de la Médaille Militaire pour faits de guerre.

Les juifs ne sont pas admis aux Légionnaires Volontaires, sauf s'ils sont bénéficiaires des dispositions de l'article 3, paragraphe D, de la loi du 2 juin 1941, portant statut des juifs (Voir annexe III).

d) Francs-maçons : les dignitaires de la franc-maçonnerie, reconnus comme tels que leur nom ait été ou non publié au *Journal officiel* de l'Etat français (Cf. loi du 10 novembre 1941, art. 6) ne peuvent faire partie de la Légion, sauf dérogation expresse, prononcée par le Maréchal.

Les anciens francs-maçons dignitaires ou non, ou démissionnaires, ne peuvent être admis aux Légionnaires Volontaires.

### CHAPITRE III

#### *Procédure d'admission — Obligations — Insignes Démission — Discipline*

ART. 3. — Le Chef de chaque Légion locale règle par une instruction particulière la procédure matérielle de l'admission des Légionnaires, compte tenu de la structure propre à chaque Légion locale.

Pour que l'admission soit valable, tout Légionnaire doit avoir prêté le Serment afférent à sa catégorie (Voir annexe II) et avoir acquitté le montant de sa cotisation annuelle.

ART. 4. — Les Légionnaires Combattants conservent l'insigne actuel de la Légion. Les Légionnaires Volontaires portent le même insigne mais sans glaive.

ART. 5. — Les Légionnaires peuvent à tout moment démissionner de la Légion. Cette démission doit être présentée par écrit.

ART. 6. — Les Légionnaires peuvent être exclus pour faute grave contre les disciplines de la Légion ou pour indignité.

La radiation est prononcée par le Tribunal Fédéral d'Honneur (Cf. art. 18). Le Tribunal Fédéral d'Honneur est saisi par le Chef fédéral de la Légion de l'Afrique Noire agissant de sa propre initiative ou sur demande des Chefs de Légions locales.

Outre la radiation, les autres sanctions encourues par les Légionnaires sont :

- 1° — L'avertissement;
- 2° — Le rappel à l'ordre;
- 3° — La suspension.

Une instruction particulière déterminera les conditions dans lesquelles ces sanctions seront appliquées (Voir annexe IV).

ART. 7. — Les récompenses qui peuvent être décernées aux Légionnaires ainsi que les conditions dans lesquelles seront décernées ces récompenses seront réglées par une instruction particulière (Voir annexe IV).

### TITRE II

#### Organisation de la Légion de l'Afrique Noire

#### CHAPITRE PREMIER

##### *Organisation générale*

ART. 8. — La Légion de l'Afrique Noire s'intègre dans l'organisation de la Légion Française des Combattants et des Volontaires de la Révolution Nationale dans toute la mesure permise par la spécialité de législation et par la structure politique et administrative particulière, propres aux territoires formant le bloc de l'Afrique française.

ART. 9. — Le Légionnaire Pierre Boisson, Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, Combattant de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1939-1940, est le Chef de la Légion de l'Afrique Noire.

Il représente le Haut Commandement Légionnaire National et porte en cette qualité le titre de *Président Général*.

A ce titre il assure le relais de commandement indispensable entre le Haut Commandement Légionnaire National et l'Organisme Directeur de la Légion de l'Afrique Noire.

En cas d'empêchement, le *Président Général* peut se substituer une personnalité légionnaire combattante de la guerre 1914-1918 de son choix qu'il désigne nommément et qu'il charge de le remplacer en toutes circonstances où il le juge opportun.

ART. 10. — Le *Président Général* est assisté d'un *Directoire Fédéral*, organisme consultatif comprenant :

- a) Le Chef Fédéral de la Légion de l'Afrique Noire, le Chef Adjoint Fédéral, le Secrétaire Fédéral (Cf. article 17);
- b) Les Chefs des Légions locales (Cf. article 18);
- c) Les Inspecteurs Fédéraux (Cf. article 17);
- d) Les membres du Tribunal Fédéral d'Honneur titulaires et suppléants (Cf. article 19);
- e) Diverses personnalités désignées par décision particulière du *Président Général*.

Au sein du *Directoire Fédéral* il est constitué une *Commission permanente* composée de ceux des membres du *Directoire Fédéral* qui, de par le lieu où ils exercent leurs fonctions, peuvent être utilement convoqués par le *Président Général* et que celui-ci réunit et consulte valablement pour les questions urgentes.

ART. 11. — Sous la haute autorité du *Président Général*, le Commandement de la Légion de l'Afrique Noire s'articule en :

- a) Organismes centraux de la Légion de l'Afrique Noire dont l'action s'exerce sur toute l'étendue de l'Afrique française;

b) Légions locales correspondant chacune en principe à une des colonies ou territoires du Haut-Commissariat;

c) Districts, correspondant chacun à une division administrative selon l'effectif et la dispersion des contingents légionnaires;

d) Secteurs, correspondant en principe à une circonscription territoriale (cercle, subdivision, commune-mixte ou commune);

e) Sections qui correspondent à un groupement comptant moins de 30 européens et moins de 60 indigènes autochtones.

La définition de chacun de ces échelons ne revêt aucun caractère obligatoire.

La constitution de chaque unité peut être adaptée suivant chaque région aux réalités géographiques et démographiques.

ART. 12. — La création et la réorganisation des Légions, districts, secteurs et sections sont du ressort du Chef Fédéral qui décide après avis ou sur propositions du Commandement Légionnaire Local.

ART. 13. — La Légion de l'Afrique Noire est représentée au *Directoire National* :

a) Par un délégué permanent nommé sur proposition du *Président Général* dans des conditions qui seront fixées par le Haut Commandement Légionnaire National;

b) Occasionnellement par un délégué spécialement habilité pour exposer au *Directoire National* la position de la Légion de l'Afrique Noire sur une ou des questions légionnaires déterminées.

ART. 14. — La Légion de l'Afrique Noire jouit de la capacité civile des associations reconnues d'utilité publique.

Pour l'application de cet article, la Légion de l'Afrique Noire est considérée comme une association unique représentée légalement par son *Chef Fédéral* qui peut déléguer ses pouvoirs.

ART. 15. — Les Chefs de Légion, de district, de secteur, de section, reçoivent délégation expresse et limitée du *Chef Fédéral* pour ce qui concerne l'administration de leur groupement.

## CHAPITRE II

### Légion Fédérale

ART. 16. — Le siège de la Légion de l'Afrique Noire est à Dakar.

ART. 17. — Sous la haute autorité du *Président Général*, un *Chef Fédéral* exerce le Commandement de la Légion de l'Afrique Noire.

Il coordonne l'action des Légions locales, contrôle et anime leurs services. Il assure la collaboration de la Légion de l'Afrique Noire avec les Pouvoirs Publics à l'échelon fédéral.

Il est accrédité auprès des Autorités administratives locales lorsqu'il se déplace à l'intérieur de la Fédération.

Le *Chef Fédéral* dispose :

1<sup>o</sup> — D'un Chef Adjoint Fédéral qui l'assiste en permanence et le supplée en cas d'empêchement ou d'absence;

2<sup>o</sup> — D'un Secrétaire Fédéral qui, sous sa direction, veille à la marche intérieure des services fédéraux, coordonne l'activité de l'ensemble des services légionnaires de l'Afrique Noire et s'assure de l'exécution des ordres du *Chef Fédéral*.

Le *Chef Fédéral* dispose en outre :

a) D'organismes de commandement et d'exécution intitulés : « Inspections Fédérales »;

b) De Commissions d'études techniques qui l'assistent en prévision ou à l'occasion de ses rapports avec les Pouvoirs Publics.

## CHAPITRE III

### Légions locales — Districts — Secteurs — Sections

ART. 18. — A. *Légion locale*. — La Légion locale est commandée par un Chef de Légion.

Ce dernier dispose comme le *Chef Fédéral*, d'un Chef Adjoint Local ainsi que d'un Secrétaire Local, de services locaux de commandement et d'exécution, d'un Directoire local consultatif et de bureaux d'études.

Le Directoire local est articulé en plusieurs Comités :

Comité civique;

Comité social;

Conseil d'administration,

ce dernier étant plus spécialement préposé à l'étude des problèmes propres à l'administration de la Légion. Les attributions des autres Comités seront précisées par une instruction ultérieure.

Le Directoire comporte en outre parmi ses membres un certain nombre de Chefs de districts et de Chefs de sections, désignés dans des conditions qui seront fixées par une instruction particulière.

Il appartient aux Chefs des Légions locales de réunir quand et comme ils le jugent utile, l'ensemble du Directoire ou chaque Comité séparément.

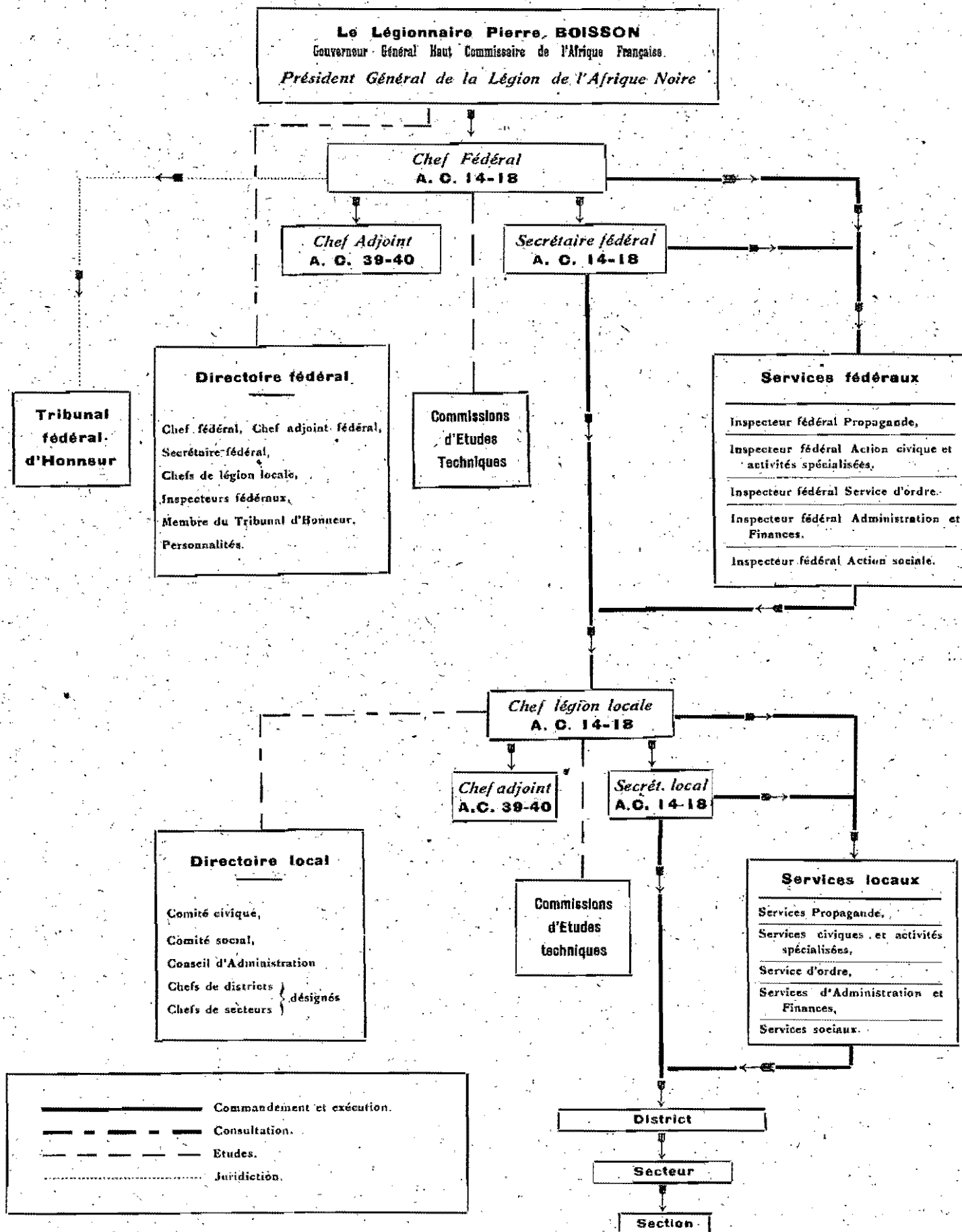
B. *Districts, Secteurs, Sections*. — Les districts, secteurs et sections sont chacun commandés par un Chef assisté d'un ou plusieurs adjoints. A chaque échelon, le Chef est assisté par un Comité : Comité de district, de secteur ou de section.

C. *Hierarchie*. — Les Chefs de Légions locales, les Chefs de districts, de secteurs ou de sections assurent, chacun à son échelon, le commandement et l'administration de leur groupement, ainsi que la diffusion des ordres de l'Autorité légionnaire supérieure. Ils assurent, en outre, la liaison avec les Pouvoirs Publics correspondant à leur échelon.

Le pouvoir de décision appartient à chaque échelon de la hiérarchie (Légion fédérale, Légion locale, district, secteur, section) aux Chefs nommés par l'Autorité supérieure.



## LÉGION FRANÇAISE DES COMBATTANTS ET DES VOLONTAIRES DE LA RÉVOLUTION NATIONALE

**LÉGION DE L'AFRIQUE NOIRE**

En principe, ces Chefs sont des Légionnaires Combattants. Toutefois, il appartiendra aux Chefs responsables d'apprécier l'opportunité qu'il peut y avoir à confier la direction d'un service ou d'un poste de commandement à un Légionnaire Volontaire en raison de sa compétence personnelle ou de son aptitude au commandement légionnaire. La véritable hiérarchie est celle de la générosité, du dévouement, de la discipline et de l'ardeur.

La proportion des Légionnaires Combattants dans chaque organisme consultatif, d'études ou de commandement, ne sera pas inférieure aux deux tiers de leur effectif.

Tous ces organismes sont communs aux deux catégories de Légionnaires.

#### CHAPITRE IV

##### *Tribunal Fédéral d'Honneur*

ART. 19. — Un Tribunal Fédéral d'Honneur fonctionne au siège de la Légion de l'Afrique Noire. Il se réunit sur la demande du Chef Fédéral pour trancher toutes questions de principes intéressant les traditions de la Légion et les questions contentieuses ou pour sanctionner certaines fautes graves contre la discipline (Cf. art. 6).

Le Chef Fédéral saisit le Tribunal Fédéral d'Honneur de tous les pouvoirs ou recours formés par les Légionnaires contre les mesures de discipline qui les frappent.

Le Tribunal Fédéral d'Honneur se compose de huit membres dont cinq membres titulaires et trois membres suppléants, tous choisis parmi les Légionnaires Combattants en raison de leurs titres militaires, civiques et moraux.

ART. 20. — Le Président Général a qualité pour se pourvoir devant la Cour Nationale d'Honneur contre les décisions du Tribunal Fédéral d'Honneur.

#### CHAPITRE V

##### *Place des représentants de la Légion de l'Afrique Noire dans l'ordre des préséances individuelles ou collectives*

ART. 21. — A. *Cérémonies publiques.* — Dans les cérémonies officielles, ainsi que dans toutes les occasions où il s'agit de déterminer officiellement la place des représentants de la Légion par rapport à celle des Autorités civiles et militaires, il est fait application des instructions ou actes réglementaires émanant du Maréchal de France, Chef de l'Etat Français, et du gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française.

B. *Cérémonies légionnaires.* — Lorsqu'il s'agit de déterminer la place des représentants de la Légion dans les réunions intéressant exclusivement la Légion, l'ordre des préséances est le suivant :

I. Légionnaires Combattants et Volontaires :

1° — Président Général Pierre Boisson;

2° — Le Directoire Fédéral :

a) Le Chef Fédéral;

Le Chef Adjoint Fédéral;

Le Secrétaire Fédéral;

b) Les Chefs de Légion locale;

c) Les Inspecteurs Fédéraux;

d) Les membres du Tribunal Fédéral d'Honneur titulaires et suppléants;

e) Les autres membres du Directoire;

3° — Les Adjoints aux Inspecteurs Fédéraux;

4° — Les Directoires locaux :

a) Les Chefs Adjoints locaux;

b) Les Secrétaires locaux;

c) Les Chefs de services locaux;

d) Les Chefs de districts ou de secteurs membres du Directoire;

5° — Les Adjoints aux Chefs de services locaux;

6° — Les Chefs de district;

7° — Les Adjoints aux Chefs de district;

8° — Les Chefs de secteur;

9° — Les adjoints aux Chefs de secteur;

10° — Les Chefs de section;

11° — Les Adjoints aux Chefs de section;

12° — Les Légionnaires Combattants;

13° — Les Légionnaires Volontaires.

II. Activités spécialisées :

Les activités spécialisées ont leur place déterminée par des instructions particulières.

#### TITRE III

##### **Accès aux fonctions de commandement de la Légion (Personnel auxiliaire)**

ART. 22. — 1° — Le Chef Fédéral de la Légion de l'Afrique Noire, le Chef Adjoint Fédéral, le Secrétaire Fédéral sont nommés par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français, sur la présentation du *Président Général*, sous le couvert du Directeur Général de la Légion Française des Combattants et des Volontaires de la Révolution Nationale.

Toutefois, en raison des circonstances, le *Président Général* nommera, à titre provisoire, les premiers titulaires de ces postes, sous réserve de ratification ultérieure par le Maréchal.

Le Chef Fédéral et le Secrétaire Fédéral sont des Combattants de la guerre 1914-1918.

Le Chef Adjoint Fédéral est un Combattant de la guerre 1939-1940.

2° — Les Chefs de Légions, les Chefs adjoints locaux et les Secrétaires locaux sont, par délégation du Haut Commandement Légionnaire National, nommés par le *Président Général* sur proposition du Chef Fédéral.

Il en est rendu compte au Haut Commandement Légionnaire National.

Les Chefs de Légions et les Secrétaires locaux sont des Combattants de la guerre 1914-1918.

Les Chefs adjoints locaux sont des Combattants de la guerre 1939-1940.

3° — Les Inspecteurs Fédéraux,

Les membres du Tribunal Fédéral d'Honneur,

Les adjoints aux Inspecteurs Fédéraux, sont nommés par le *Président Général* sur proposition du Chef Fédéral.

4° — Les membres des Commissions d'études techniques sont nommés par le Chef Fédéral.

5° — Les Chefs de district et de secteur sont nommés par le Chef Fédéral sur la proposition du Chef de Légion locale après avis du Chef de colonie ou de territoire intéressé.

Ces décisions doivent intervenir dans la quinzaine qui suit la réception de la proposition télégraphique à Dakar. Passé ce délai la proposition faite par le Chef de la Légion locale est acquise et vaut décision.

6° — Les Chefs de section sont nommés par le Chef de la Légion locale. Il en est rendu compte au Chef Fédéral.

En principe, les Présidents de district, de secteur et de section seront des Combattants de la guerre 1914-1918 sous les réserves énoncées à l'article 17 *supra* (Hiérarchie).

Dans toute la mesure du possible un de leurs adjoints au moins sera un Combattant de la guerre 1939-1940.

70. — Les membres des Directoires et autres organismes à l'échelon Légions locales sont nommés par le Chef de Légion locale, après avis du Chef de colonie ou de territoire intéressé et approbation préalable du Chef Fédéral qui doit faire connaître sa décision dans la quinzaine. S'il n'est pas répondu dans ce délai cette approbation est considérée comme acquise.

ART. 23. — En cas de désaccord entre un Chef de Légion locale et un ou plusieurs Chefs de colonie ou de territoire au sujet d'une nomination de l'ordre précité, le Chef Fédéral saisit le Président Général de la Légion de l'Afrique Noire pour arbitrage.

ART. 24. — La durée du mandat des Légionnaires investis d'une des fonctions énumérées ci-dessus est en principe de trois ans.

ART. 25. — Toute absence prolongée ou indisponibilité, si elle nuit au bon fonctionnement du groupement considéré, donne lieu au remplacement du défaillant. Les Autorités chargées des désignations sont compétentes pour décider dans chaque cas et dans les mêmes formes de l'opportunité du remplacement, soit définitif, soit provisoire du défaillant.

ART. 26. — Tout Légionnaire, occupant une fonction de commandement, a faculté pleine et entière de s'en démettre.

Il peut, d'autre part, être relevé de sa fonction par l'Autorité qui l'a désigné :

- a) Pour faute grave contre les disciplines légionnaires ;
- b) Pour indignité dûment constatée ;
- c) Pour incapacité ou inactivité notoires.

ART. 27. — Toutes les fonctions de commandement, énumérées ci-dessus sont gratuites.

Pour l'exécution des travaux matériels ou de travaux exigeant une compétence particulière, il sera fait appel aux services d'un personnel rémunéré, de préférence légionnaire.

#### TITRE IV

##### Administration et Comptabilité

ART. 28. — Les règles relatives à l'administration et à la comptabilité des différentes unités légionnaires seront déterminées par une instruction particulière inspirée des instructions qui seront mises en vigueur dans la Métropole à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1942.

Jusqu'à là les règles actuellement en vigueur continueront à être suivies.

Dakar, le 24 décembre 1941.

*Vu et approuvé :*

P. BOISSON.

#### Annexe I.

##### LA QUALITÉ DE COMBATTANT.

En vue de faciliter la tâche des sections et des juridictions d'Honneur de la Légion, je crois utile de résumer ci-après les principales modalités d'attribution

de la qualité de Combattant selon les règlements en vigueur :

##### I. Guerre 1914-1918.

La qualité de Combattant de la guerre 1914-1918 est sanctionnée par la Carte du Combattant.

##### II. Opérations T. O. E.

La qualité de Combattant au titre des T. O. E. avant le 2 septembre 1939, est sanctionnée par la Carte du Combattant d'un modèle identique à celle de la guerre 1914-1918.

##### III. Guerre 1939-1940.

La qualité de Combattant de la guerre 1939-1940 sera reconnue par l'attribution du Certificat de Combattant prévu par le décret du 27 décembre 1940 (Publié au *Journal officiel* de l'Etat Français du 24 janvier 1941 (1)).

Les conditions d'attribution du Certificat de Combattant 1939-1940 n'ayant pas encore été définitivement mises au point, il convient de considérer comme Combattant les militaires répondant aux conditions prévues par le décret du 27 décembre 1940, c'est-à-dire, d'une manière générale :

I. — Les militaires de toutes armes ayant fait l'objet d'une citation homologuée donnant droit au port de la Croix de Guerre.

II. — Les militaires de toutes armes ayant reçu une blessure de guerre. (2).

III. — Les militaires de toutes armes prisonniers de guerre, ou internés à l'étranger sous réserve qu'ils aient subi pendant trente jours au moins le régime des prisonniers de guerre (camp d'internement, camp de prisonniers, forteresse) et fassent la preuve qu'ils appartenaient au moment de leur capture à une unité combattante.

IV. — Les militaires de toutes armes ayant appartenu à une unité de corps expéditionnaire de Scandinavie et effectivement transportés de Grande-Bretagne à destination de la Norvège.

V. — Les militaires de l'Armée de terre qui ont appartenu pendant trois mois (3) consécutifs ou non à une unité combattante (4) et qui, au cours de la période du 2 septembre 1939 au 9 mai 1940 inclus, ont été présents à une telle unité pendant huit jours au moins au moment où celle-ci se trouvait dans la zone de combat (5).

VI. — Les militaires de l'Armée de terre qui ont appartenu pendant trois mois consécutifs ou non à une unité combattante et qui, au cours de la période du 10 mai 1940 au 25 juin 1941, ont été présents à une telle unité (sans limitation de durée).

(1) J. O. A. O. F. du 22 février 1941, page 206.

(2) Est définie blessure de guerre, celle qui résulte d'une lésion occasionnée par une action extérieure au cours d'événements de guerre en présence et du fait de l'ennemi. « Rentre dans cette catégorie la gelure du pied, avec mortification et élimination de tissus, contractée dans les tranchées et par suite par la présence de l'ennemi. »

(3) Pour le calcul des trois mois, le temps passé dans une unité combattante au cours de la période du 10 mai au 25 juin 1940 est décompté pour le double de sa durée.

(4) La liste des unités combattantes est en cours de publication dans le *Bulletin officiel*, édité par la Librairie Charles Lavauzelle, 62, avenue Baudin, à Limoges. La Légion (Edition A) en a reproduit les premières listes dans son numéro du 15 octobre 1941 (page 27).

(5) La définition de la zone de combat n'a été encore donnée que pour la période du 2 septembre 1939 au 9 mai 1940. Voir la Légion (Edition A) du 15 octobre 1941 (page 27).

VII. — Le personnel de la Marine de Guerre ou de Commerce qui a acquis le droit à trente jours au moins d'indemnité de combat.

VIII. — Le personnel de la Marine de Guerre ou de Commerce qui a effectué au moins trente jours de navigation consécutifs ou non dans les zones dangereuses.

IX. — Le personnel de la Marine de Guerre ou de Commerce qui a servi effectivement sur un bâtiment qui a fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'Armée, pendant la période où l'action de ce bâtiment a motivé la citation.

X. — Le personnel de l'Armée de l'air, ayant appartenu pendant trois mois consécutifs ou non aux formations ci-après et sous réserve d'avoir eu droit à l'indemnité de combat, quelle que soit la durée pendant laquelle cette indemnité lui a été acquise : formations aériennes placées sous l'autorité du Général Commandant en Chef les Forces aériennes, sections de défense des bases aériennes. Personnel navigant des groupes aériens de transport. Personnel navigant des patrouilles de chasse de défense des bases aériennes ou de certaines usines.

XI. — Les militaires des Armées de terre, de mer, de l'air, qui ont participé aux événements de Mers-el-Kébir, Dakar, Côte des Somalis et Indochine, dans des conditions qui seront précisées. A titre documentaire, je vous signale que la Médaille Coloniale est attribuée : aux personnels militaires et civils relevant de la Guerre, de la Marine et de l'Aviation des Colonies, qui ont participé à un titre quelconque aux opérations qui se sont déroulées dans la zone territoriale de défense de Dakar et de la Petite Côte, entre le 23 et le 26 septembre 1940 inclus; au personnel militaire qui a participé aux opérations de guerre de la Côte des Somalis, du 11 au 25 juin 1940 ou qui ont séjourné sur ce territoire pendant six mois depuis le 25 juin 1940, sans y avoir démerité; aux Français qui ont pris part aux opérations d'Indochine en automne 1940.

N. B. — Les dispositions ci-dessus sont restrictives. Il appartiendra aux juridictions d'Honneur, non pas de les appliquer strictement comme le feront les organes chargés d'accorder le Certificat de Combattant, mais de les interpréter largement, en se souvenant que les règles d'admission à la Légion n'ont pas à être assimilées aux règles d'attribution de la Carte ou du Certificat de Combattant.

Je vous signale tout spécialement le cas des Français rapatriés de Syrie, qui n'est pas encore prévu dans les dispositions réglementaires et à l'égard desquels la Légion doit se montrer particulièrement accueillante.

*Le Directeur Général  
de la Légion Française des Combattants  
et des Volontaires de la Révolution Nationale,*  
FRANÇOIS VALENTIN.

#### Annexe II.

##### FORMULES DU SERMENT.

Les Légionnaires doivent prêter serment suivant les formules ci-après :

##### I. — Légionnaires Combattants :

La formule n'est pas modifiée.

##### II. — Légionnaires Volontaires :

La formule est la suivante :

« Je jure de servir la France avec honneur.

« Je jure de consacrer toutes mes forces à la Patrie, à la Famille, au Travail.

« Je m'engage à pratiquer l'amitié et l'entraide à l'égard de tous les Français et plus particulièrement à l'égard des Victimes de la Guerre.

« J'accepte librement la discipline de la Légion pour tout ce qui me sera commandé en vue de cet idéal et pour le succès de la Révolution Nationale ».

*Le Directeur Général  
de la Légion Française des Combattants  
et des Volontaires de la Révolution Nationale,*  
FRANÇOIS VALENTIN.

#### Annexe III.

##### EXTRAIT DE LA LOI DU 2 JUIN 1941

(J. O. E. F. du 14 juin 1941, sur le statut des juifs;  
J. O. A. O. F. du 2 avril 1941, page 773)

Art. 3. — Les juifs ne peuvent occuper, dans les administrations publiques ou les entreprises bénéficiaires de concessions ou de subventions accordées par une collectivité publique, des fonctions ou des emplois autres que ceux énumérés à l'article 2 que s'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

a) Etre titulaire de la Carte du Combattant, instituée par l'article 101 de la loi du 19 décembre 1926;

b) Avoir fait l'objet, au cours de la campagne de 1939-1940, d'une citation donnant droit au port de la Croix de Guerre, instituée par le décret du 28 mars 1941;

c) Etre décoré de la Légion d'Honneur ou de la Médaille Militaire pour faits de guerre;

d) Etre Pupille de la Nation ou ascendant, veuve ou orphelin de militaire mort pour la France.

#### Annexe IV.

##### DISCIPLINE DE LA LÉGION

Le prestige de la Légion devant être garanti par la discipline et la bonne tenue de ses adhérents, il est nécessaire de prévoir les mesures propres à assurer cette discipline et cette bonne tenue.

Ces mesures comporteront des récompenses et des punitions.

##### 1. — Récompenses

Etant donné le dévouement magnifique dont font souvent preuve les Légionnaires, dévouement qui mérite d'être connu et récompensé, il est nécessaire de donner aux Chefs Légionnaires le moyen de témoigner leur satisfaction aux adhérents particulièrement méritants.

##### A. — Forme des récompenses.

Ces récompenses ne doivent pas être considérées comme des témoignages de satisfaction banale. Il convient, pour leur garder leur signification, de les distribuer avec une relative parcimonie, et à l'occasion de faits précis.

##### B. — Nature des récompenses.

Les récompenses peuvent être de quatre sortes :

1<sup>o</sup> — La citation à l'ordre de la Légion Française des Combattants et des Volontaires de la Révolution Nationale pour l'accomplissement d'actes exceptionnels de dévouement à l'idéal légionnaire;

2<sup>o</sup> — La citation à l'ordre de la Légion de l'Afrique Noire pour l'accomplissement d'actes caractérisés de dévouement;

3<sup>o</sup> — Les félicitations écrites pour le zèle déployé dans l'action légionnaire;

4<sup>o</sup> — Les félicitations verbales pour l'esprit de discipline et la valeur du service.

## C. — Compétence.

1<sup>o</sup> — La citation à l'ordre de la Légion Française des Combattants et des Volontaires de la Révolution Nationale est signée par le Chef de la Légion ou par délégation par le Directeur Général sur proposition du Président Général de la Légion de l'Afrique Noire;

2<sup>o</sup> — La citation à l'ordre de la Légion de l'Afrique Noire est signée par le Président Général de cette Légion sur proposition du Chef Fédéral;

3<sup>o</sup> — Les félicitations écrites sont signées par les Chefs des différents échelons, du Président Général de la Légion de l'Afrique Noire aux Chefs de secteur (ou de district).

Nul ne peut recevoir de félicitations écrites d'un échelon supérieur s'il n'a jamais été l'objet, six mois auparavant au moins, de félicitations de l'échelon immédiatement inférieur;

4<sup>o</sup> — Les félicitations verbales sont adressées par le Chef de secteur ou de district à l'occasion d'un rassemblement des adhérents.

## D. — Publicité.

Les citations à l'ordre de la Légion sont publiées dans le *Légionnaire* et dans la page de la Légion de l'Afrique Noire de la presse locale.

Pour les autres récompenses, il appartient à l'Autorité qui les a attribuées de déterminer la publicité qui doit leur être donnée.

## II. — Punitions

Il est indispensable de donner aux Chefs Légionnaires les moyens de garantir par des punitions l'efficacité de leur commandement.

Les manquements graves doivent entraîner la radiation de la Légion.

Mais, en dehors de ces cas extrêmes, les Légionnaires peuvent commettre des fautes, qui, sans être graves pour justifier une mesure définitive, portent néanmoins atteinte à la discipline intérieure ou au prestige extérieur de la Légion et doivent, par conséquent, entraîner des sanctions destinées surtout à servir d'avertissement, et à éviter le retour de ces fautes.

L'institution de telles sanctions aura aussi pour effet de renforcer la structure interne de la Légion, en donnant à ceux qui ont une responsabilité, notamment aux Chefs de secteur, ou de district, les moyens de faire sentir et respecter leur autorité.

## A. — Forme des punitions.

Il ne s'agit évidemment pas d'instaurer un régime disciplinaire rigoureux. Une telle intention serait en contradiction avec la loi essentielle de profonde camaraderie qui unit tous les Combattants, et qui doit rallier tous les Légionnaires.

Pour obtenir de ces punitions les effets qu'on est en droit d'en attendre, elles doivent être peu nombreuses, par suite viser des cas aussi nets que possible.

Le motif de chaque punition doit également être précis, formulé, en principe, par écrit, et écarter toute apparence blessante, afin que les Légionnaires sentent bien que les sanctions n'ont en vue que l'intérêt supérieur de la Légion.

Les punitions ne doivent pas avoir la rudesse des punitions disciplinaires de l'Armée; il convient plutôt de leur donner, dans leur forme et dans leur nature, un caractère susceptible d'être compris des adhérents.

## B. — Nature de punitions.

L'application de ces principes permet de limiter à quatre les punitions, à savoir :

1<sup>o</sup> — L'avertissement;

2<sup>o</sup> — Le rappel à l'ordre;

3<sup>o</sup> — La suspension;

4<sup>o</sup> — La radiation.

L'avertissement pourra être donné, soit dans le privé, soit devant le Comité du secteur (ou du district), soit en public.

Le rappel à l'ordre est fait par écrit, avec éventuellement affichage du motif à la permanence du secteur (ou du district).

## C. — Compétence.

L'avertissement et le rappel à l'ordre sont de la compétence du Chef de secteur et du Chef de district.

Appel peut être fait devant l'Autorité immédiatement supérieure.

La suspension est de la compétence du Chef de la Légion locale qui rend compte au Chef Fédéral.

La radiation peut être prononcée soit par application de décisions du Directeur Général de la Légion Française des Combattants et des Volontaires de la Révolution Nationale, soit par décision du Tribunal Fédéral d'Honneur (Exemple : radiation des anciens dignitaires de la franc-maçonnerie).

Appel des décisions du Tribunal Fédéral d'Honneur peut être fait devant la Cour Nationale d'Honneur.

La juridiction d'Honneur de la Légion de l'Afrique Noire est compétente pour appliquer toutes les punitions prévues au paragraphe B.

## D. — Publicité.

Les radiations ou les suspensions de la Légion sont publiées dans le Bulletin des Tribunaux d'Honneur, éventuellement dans le « *Légionnaire* » et dans la page de la Légion de l'Afrique Noire de la presse locale.

Pour les autres punitions, il appartient à l'autorité qui les applique de déterminer la publicité opportune : publication dans la presse légionnaire, affichage à la permanence de la section, etc..

Dakar, le 25 décembre 1941.

*Le Président général de la Légion de l'Afrique Noire,*  
P. BOISSON.

*DECISION N° 56 L. A. N. portant nomination du Chef Fédéral, du Chef adjoint Fédéral et du Secrétaire Fédéral de la Légion d'Afrique Noire.*

LE PRÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA LÉGION DE L'AFRIQUE NOIRE,

Vu la loi du 28 novembre 1941 portant modification de la loi du 29 août 1940 constituant la Légion Française des Combattants;

Vu l'arrêté général n° 4529 A. P. du 24 décembre 1941 instituant une Légion de l'Afrique Noire dans le cadre de la Légion Française des Combattants et des Volontaires de la Révolution Nationale;

Sous réserve de ratification ultérieure par le Maréchal PETAIN, Chef de l'Etat et Président de la Légion, sur la présentation du Directeur général de la Légion Française des Combattants et Volontaires de la Révolution Nationale;

## DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le légionnaire Georges-Louis Marionnet, combattant de la guerre 1914-18, est nommé Chef Fédéral de la Légion de l'Afrique Noire.



ART. 2. — Le légionnaire Charles Payré, combattant de la guerre 1939-40, est nommé Chef adjoint Fédéral de la Légion d'Afrique Noire.

ART. 3. — Le légionnaire Etienne-Charles-Henry Mermet, combattant de la guerre 1914-18, est nommé Secrétaire Fédéral de la Légion d'Afrique Noire.

Dakar, le 25 décembre 1941.

P. BOISSON.

LISTE NOMINATIVE DES CHEFS DE LÉGIONS LOCALES  
DE LA LÉGION DE L'AFRIQUE NOIRE EN FONCTION  
AU 25 DÉCEMBRE 1941

Dakar . . . . .	Martine, décision n° 33 du 1 <sup>er</sup> octobre 1941.
Sénégal-Mauritanie . . . . .	Thérond, décision n° 3 du 25 mars 1941.
Soudan français . . . . .	Allys, décision n° 2 du 16 mars 1941.
Guinée française . . . . .	Ramone, décision n° 2 du 16 mars 1941.
Côte d'Ivoire . . . . .	Delannoy, décision n° 2 du 16 mars 1941.
Togo . . . . .	Mgr. Cessou, décision n° 2 du 16 mars 1941.
Dahomey . . . . .	Lanier, décision n° 2 du 16 mars 1941.
Niger . . . . .	Thizy, décision n° 2 du 16 mars 1941.

*Le Chef Fédéral de la Légion française de l'Afrique Noire,*

G.-L. MARIONNET.

DECISION N° 57 L. A. N. relative à la composition et à la nomination des membres du Tribunal Fédéral d'honneur de la Légion de l'Afrique Noire.

LE PRÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA LÉGION DE L'AFRIQUE NOIRE,

Vu la loi du 28 novembre 1941 portant modification de la loi du 29 août 1940 constituant la Légion Française des Combattants;

Vu l'arrêté général n° 4529 A. P. du 24 décembre 1941 instituant une Légion de l'Afrique Noire dans le cadre de la Légion Française des Combattants et des Volontaires de la Révolution Nationale;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le Tribunal Fédéral d'honneur de la Légion de l'Afrique Noire est composé comme suit :

*Président :*

Le légionnaire combattant Robert Lasalle-Séré, (A. C. 14-18 et T. O. E.), Chevalier de la Légion d'honneur et Croix de Guerre.

*Vice-Président :*

Le légionnaire combattant Henry Fraissard, (A. C. 14-18), Chevalier de la Légion d'honneur, Médaille militaire et Croix de Guerre.

*Membres titulaires :*

Le légionnaire combattant Marcel Simon, (A. C. 14-18), Médaille militaire, Croix de Guerre;

Le légionnaire combattant Gomis, (A. C. 14-18), officier de la Légion d'honneur, Croix de Guerre, Grand mutilé;

Le légionnaire combattant Pierre-Victor Gény, (A. C. 14-18), Croix de Guerre.

ART. 2. — Sont nommés membres suppléants :

Le légionnaire combattant Pierre Rouyer, Officier de la Légion d'honneur, Croix de Guerre, Croix du Combattant volontaire, (A. C. 14-18);

Le légionnaire René Maurandy, Officier de la Légion d'honneur, Croix de Guerre, (A. C. 14-18);

Le légionnaire Joseph-Emile Chamussy, Chevalier de la Légion d'honneur, Croix de Guerre, (A. C. 14-18).

Dakar, le 25 décembre 1941.

P. BOISSON.

DECISION N° 58 L. A. N. relative à la constitution du Directoire Fédéral de la Légion d'Afrique Noire.

LE PRÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA LÉGION DE L'AFRIQUE NOIRE,

Vu la loi du 28 novembre 1941 portant modification de la loi du 29 août 1940 constituant la Légion Française des Combattants;

Vu l'arrêté général n° 4529 A. P. du 24 décembre 1941 instituant une Légion de l'Afrique Noire dans le cadre de la Légion Française des Combattants et des Volontaires de la Révolution Nationale;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le Directoire Fédéral de la Légion d'Afrique Noire est constitué comme suit :

1° — Le Chef Fédéral, le Chef adjoint Fédéral, le Secrétaire Fédéral;

2° — Les Chefs de Légion locale;

3° — Les Inspecteurs fédéraux;

4° — Les Membres du Tribunal d'honneur titulaires et suppléants;

5° — Les Légionnaires combattants :

M.M. Papa Guèye Fall (A. C. 14-18 et 39-40);

Jean Mahé (A. C. 14-18);

Verlhac (A. C. 14-18);

Joseph-Marie Martin (A. C. 14-18);

6° — La Légionnaire volontaire : Le Page.

Les légionnaires volontaires :

M.M. Georges Caillet;

Jean-Eugène Ducros;

Bouna N'Diaye.

Dakar, le 25 décembre 1941.

P. BOISSON.

DECISION N° 59 L. A. N. portant nomination des Inspecteurs fédéraux et de leurs adjoints.

LE PRÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA LÉGION DE L'AFRIQUE NOIRE,

Vu la loi du 28 novembre 1941 portant modification de la loi du 29 août 1940 constituant la Légion Française des Combattants;

Vu l'arrêté général n° 4529 A. P. du 24 décembre 1941 instituant une Légion de l'Afrique Noire dans le cadre de la Légion Française des Combattants et des Volontaires de la Révolution Nationale;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le légionnaire combattant Etienne-Charles-Henry Mermet (A. C. 14-18), est nommé Inspecteur Fédéral de la Propagande.

Le légionnaire combattant Georges-Louis Marionnet (A. C. 14-18), est nommé Inspecteur Fédéral de l'Action civique et des Activités spécialisées.



Le légionnaire combattant Charles Payré (A. C. 39-40), est nommé Inspecteur Fédéral des Services d'Ordre légionnaires.

Le légionnaire combattant Frédéric-François-Eugène Berthet (A. C. 14-18), est nommé Inspecteur Fédéral des Services administratifs et financiers.

Le légionnaire combattant Paul Mus (A. C. 39-40), est nommé Inspecteur Fédéral d'Action sociale.

ART. 2. — Le légionnaire combattant Achard (A. C. 39-40);

Le légionnaire volontaire Jean-René-Marie Courbis, sont nommés adjoints à l'Inspecteur Fédéral de la Propagande.

Les légionnaires volontaires Fernand-Emile Thibon et Albert Guillaume sont nommés adjoints à l'Inspecteur Fédéral de l'Action civique et des Activités spécialisées.

Les légionnaires combattants Marcel Simon (A. C. 14-18) et Marc-Paul Baradat (A. C. 39-40), sont nommés adjoints à l'Inspecteur Fédéral des Services administratifs et financiers.

Les légionnaires volontaires Le Fur et Philip sont nommés adjoints à l'Inspecteur Fédéral de l'Action sociale.

Dakar, le 25 décembre 1941.

P. BOISSON.

#### Cultures arborescentes

ARRETE N° 656 portant protection des cultures arborescentes (caféiers, cacaoyers, colatiers, palmiers, cocotiers, bananiers).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 10 juillet 1941 réglementant les conditions de circulation, de mise en vente, d'exportation des produits naturels du Togo, promulgué par l'arrêté n° 504 du 6 septembre 1941;

Après l'avis de la chambre de commerce et des conseils des notables;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 20 novembre 1941;

Sous réserve de l'approbation du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Tout exploitant de cultures arborescentes tels que caféiers, cacaoyers, colatiers, palmiers, cocotiers, bananiers est tenu au moins deux fois l'an d'assurer le nettoyage général de sa plantation par sarclage, taille, destruction des foyers de parasites animaux ou végétaux, et destruction des plantes malades ou en surnombre reconnues nuisibles par les agents du service de l'agriculture.

ART. 2. — Ces dispositions s'appliquent à toutes plantations immatriculées ou non.

ART. 3. — Les infractions au présent arrêté seront punies conformément aux dispositions de l'article 3 du décret du 10 juillet 1941 d'une amende de 50 à 500 francs et d'un emprisonnement de six jours à un mois ou d'une de ces deux peines seulement.

ART. 4. — La constatation des infractions aux dispositions qui précèdent est faite par les commandants de cercle, les chefs de subdivision et les agents du service de l'agriculture assermentés à cet effet.

ART. 5. — Le présent arrêté entrera en vigueur un mois après sa parution au *Journal officiel*.

ART. 6. — Le chef du service de l'agriculture et les commandants de cercle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 novembre 1941.

J. DELPECH.

Approuvé par arrêté n° 4467 en date du 17 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française.

#### Service des transmissions

ARRETE N° 4210 T. P. portant organisation du service des transmissions de l'Afrique occidentale française.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,

COMMANDEUR DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'arrêté du 3 octobre 1912, réorganisant le service des postes, télégraphes et téléphones en Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté du 19 juin 1913, organisant l'inspection générale des travaux publics;

Vu l'arrêté du 27 juillet 1923 et l'ordre de service annexe organisant les services du gouvernement général;

Vu l'arrêté du 21 août 1923, réorganisant le réseau radiotélégraphique de l'Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté du 29 janvier 1925, créant la direction régionale des postes, télégraphes et téléphones;

Vu l'arrêté du 7 mars 1925, réorganisant le cadre commun supérieur des postes, télégraphes et téléphones de l'Afrique occidentale française et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté du 7 mars 1925, créant pour les besoins du gouvernement général des cadres de commis-expéditionnaires, commis des postes, télégraphes et téléphones et l'ensemble des textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté du 8 février 1926, chargeant certains chefs de service et fonctionnaires de liquider les dépenses du budget général;

Vu l'arrêté du 20 avril 1926, organisant le cadre supérieur des postes, télégraphes et téléphones de l'Afrique occidentale française et ensemble les textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté du 21 août 1923, réorganisant le service radiotélégraphique de l'Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté du 7 mars 1925, réorganisant le cadre commun supérieur du service radiotélégraphique de l'Afrique occidentale française et l'ensemble des textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté du 28 juin 1928, créant pour les besoins du gouvernement général un cadre spécial d'agents radiotélégraphiques auxiliaires et l'ensemble des textes qui l'ont modifié;

Vu l'ensemble des arrêtés locaux créant ou réorganisant les cadres locaux des colonies de l'Afrique occidentale française et des textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 14 octobre 1936, portant réglementation des engagements par contrat (arrêté de promulgation n° 2717 A. P. du 19 novembre 1936);

Vu le décret du 6 janvier 1937, portant organisation de l'inspection des affaires administratives dans les territoires d'outre-mer (arrêté de promulgation n° 628 A. P. du 10 mars 1937);

Vu le décret du 19 septembre 1936, portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu le règlement intérieur du 20 mars 1937, concernant le personnel auxiliaire modifié par l'arrêté du 24 avril 1941;

Vu l'ensemble des arrêtés locaux et règlement intérieur concernant le personnel auxiliaire;

Vu l'arrêté du 7 juillet 1937, portant création d'un cours d'enseignement professionnel en faveur du personnel des postes, télégraphes et téléphones et de télégraphie sans fil et l'ensemble des textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 26 mars 1939, portant organisation du service radioélectrique colonial;

Vu le décret du 26 mars 1939, portant organisation du cadre général des ingénieurs radioélectriciens des colonies, modifié par le décret du 10 juillet 1939 et par le décret du 28 janvier 1940;

Vu le décret du 28 juillet 1939 portant organisation du cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux modifié par le décret du 3 septembre 1939 et par le décret du 28 janvier 1940;

Vu l'arrêté du 2 septembre 1939, créant les services annexes du gouvernement général à la mobilisation;

Vu l'arrêté no 3645 du 15 octobre 1941, réorganisant la direction générale des services économiques de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 23 octobre 1941, portant organisation du service des transmissions en Afrique occidentale française, promulgué par arrêté du 3 décembre 1941 du Gouverneur général de l'Afrique occidentale française;

La commission permanente du conseil du gouvernement général entendue;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le service des transmissions de l'Afrique occidentale française, créé par décret du 23 octobre 1941, est, sous la haute autorité du gouverneur général, haut-commissaire, dirigé par un fonctionnaire provenant de l'administration métropolitaine des postes, télégraphes et téléphones qui prend le titre de directeur des transmissions de l'Afrique occidentale française.

ART. 2. — Le service des transmissions de l'Afrique occidentale française comprend :

- La direction;
- Le service postal;
- Le service technique (télégraphe et téléphone);
- Le service radioélectrique.

## DIRECTION

ART. 3. — La direction comprend quatre sections :

- Personnel;
- Matériel;
- Exploitation;
- Comptabilité.

ART. 4. — *Personnel.* — Le service des transmissions comprend du personnel :

- Appartenant aux cadres généraux des colonies;
  - Détaché des postes télégraphes et téléphones ou d'autres départements ministériels;
  - Appartenant aux cadres supérieurs, communs supérieurs ou spéciaux de l'Afrique occidentale française;
  - Auxiliaires ou contractuels;
  - Militaires et marins en position détachée hors cadres.
- Le directeur des transmissions note le personnel et participe ou se fait représenter aux commissions d'avancement ou de discipline.

Il donne obligatoirement son avis sur toutes les questions intéressant le personnel, notamment sur

l'avancement, la discipline et les congés. Il propose à la décision du gouverneur général, haut-commissaire, les mutations et affectations.

Il règle l'enseignement professionnel.

Les cadres locaux existant dans les colonies sont provisoirement maintenus, leur personnel continue à être administré sans changement par les autorités dont il relève.

ART. 5. — *Matériel.* — A la section matériel sont rattachés les magasins et ateliers du service des transmissions. Cette section est chargée de l'achat, de la conservation, de la répartition et des mouvements du matériel utilisé par les divers services des transmissions.

Elle assure également la réparation du gros matériel en service et la construction de certains matériels neufs. Il existe un magasin central à Dakar et un magasin principal dans chaque colonie du groupe. La gérance de ces magasins est assurée par des comptables gestionnaires dans le cadre des instructions sur la comptabilité matières en vigueur en Afrique occidentale française.

Tout le personnel affecté au service du matériel relève dans les colonies du chef de groupe postal de la colonie et à Dakar du directeur des transmissions.

Le directeur des transmissions est ordonnateur matières pour le matériel appartenant à son service.

Il approuve les demandes émanant des particuliers ou des services publics en vue de la cession des matières et objets appartenant à la direction des transmissions dans les conditions prévues à l'article 38 de l'instruction sur la comptabilité matières du 24 décembre 1927.

Les comptes matières produits par les comptables gestionnaires et les dépositaires comptables du matériel en service et afférents aux matières et objets appartenant à la direction des transmissions sont vérifiés par le directeur des finances qui y fait apporter, le cas échéant, tous les redressements et rectifications jugés nécessaires et les arrête définitivement dans les conditions prévues par les articles 92, 94 et 104 de l'instruction du 24 décembre 1927.

ART. 6. — *Exploitation.* — L'existence et l'activité des divers établissements tels que bureaux, centraux, stations, etc., nécessaires au fonctionnement des services d'exécution sont réglées par arrêté du gouverneur général, haut-commissaire, sur proposition du directeur des transmissions.

Ces établissements sont dits à service spécialisé ou à service mixte selon que leur activité ressortit à un ou plusieurs services des transmissions.

Les établissements à service spécialisé relèvent du service correspondant. Les établissements à service mixte relèvent, sauf décision spéciale, du service postal.

Les tarifs et conditions d'acheminement des correspondances et communications de toute nature (poste, télégraphe, téléphone, etc.), la configuration des réseaux télégraphiques, téléphoniques et radioélectriques, les ouvertures et fermetures des liaisons, circuits, etc., l'horaire des divers services, et, d'une manière générale, toutes les conditions d'exploitation des transmissions sont fixées par le gouverneur général, haut-commissaire, sur proposition du directeur des transmissions.

Outre la direction générale, l'organisation et le contrôle des services d'exécution, le directeur des transmissions a dans ses attributions le contrôle des transmissions exploitées sous le régime privé et les distributions d'énergie.

Il assure les liaisons avec les services des transmissions de l'armée, de l'air et de la marine.

Il traite les questions intéressant deux ou plusieurs colonies ou territoires extérieurs à l'Afrique occidentale française.

La direction des transmissions remplace le service annexe des communications et transmissions.

ART. 7. — *Comptabilité.* — Le directeur des transmissions centralise les propositions budgétaires et les programmes de travaux. Il les revise et en assure la présentation.

Il répartit entre ses chefs de service les crédits nécessaires à l'exécution du service.

Il contrôle les recettes et dépenses de toute nature occasionnées par le fonctionnement des services.

Il présente les marchés à l'approbation de l'autorité compétente. Il liquide les dépenses ressortissant à son service ou aux immeubles dont il a la disposition, à l'exception, pour ces dernières, de celles relevant des travaux publics.

ART. 8. — Chacun des services postal, technique et radioélectrique a à sa tête un chef de service désigné par arrêté du gouverneur général, sur la proposition du directeur des transmissions.

Ces chefs de service ont autorité sur le personnel de leur service. Leurs attributions générales sont les suivantes :

- Organisation et exploitation de leur service;
- Contrôle d'emploi des crédits mis à leur disposition;
- Préparation du budget et du programme de travaux;
- Notation du personnel;
- Instruction des demandes de congé;

Proposition au directeur des transmissions concernant les affectations, les mutations et la relève du personnel.

Ils font obligatoirement partie des commissions d'avancement et de discipline concernant leur personnel.

Ils correspondent directement avec le personnel de leur service pour toutes les questions de service courant.

#### SERVICE POSTAL

ART. 9. — Le service postal est dirigé par un chef qui prend le nom de chef de l'exploitation postale.

Ses attributions essentielles sont les suivantes :

Service de la poste et de bâtiments, transports postaux, comptabilité, caisse d'épargne, chèques-postaux, centralisation et contrôle des articles d'argent.

Le chef de l'exploitation postale soumet au directeur toutes propositions concernant les taxes et tarifs à appliquer.

Les opérations des bureaux des colonies, après vérification par le chef du groupe postal, sont centralisées dans les écritures du receveur principal de la colonie.

La caisse de ce comptable est alimentée par prélèvement sur un compte spécial ouvert dans les écritures du trésorier-payeur de la colonie. Ce compte courant reçoit les excédents d'encaisse des receveurs.

Le relevé des opérations de l'ensemble des colonies est établi mensuellement par le chef de l'exploitation postale.

#### SERVICE TECHNIQUE

ART. 10. — Le chef du service assure la construction, le montage et l'entretien des lignes et installations téléphoniques et télégraphiques par fil, l'exploitation des centraux spécialisés ainsi que le petit entretien du matériel électrique et mécanique de toute

nature utilisé par le service postal; il a également dans ses attributions le service automobile. Il règle l'acheminement du trafic téléphonique et télégraphique par voie de fil et sans fil.

#### SERVICE RADIOÉLECTRIQUE

ART. 11. — Le chef du service radioélectrique est chargé de l'exploitation de toutes les stations assurant le service des radiocommunications, radiodiffusion, de protection de la navigation aérienne et maritime et du contrôle des postes privés.

#### EXÉCUTION DU SERVICE

ART. 12. — Les différents organismes d'exécution du service des transmissions sont dans chaque colonie groupés territorialement en groupe postal, groupe technique et groupe radioélectrique.

Chacun de ces groupes est placé sous l'autorité d'un chef de groupe qui correspond directement avec son chef de service (chef du service postal, du service technique, du service radio).

Chaque chef de groupe est responsable de la marche de son groupe. Il a sous son autorité le personnel affecté à son service, le note, dirige les établissements relevant de son service et surveille l'exécution du service.

Il fait obligatoirement partie des commissions d'avancement et de discipline concernant le personnel de son service appartenant aux cadres locaux de sa colonie.

ART. 13. — La coordination des différents groupes est assurée par le gouverneur de la colonie qui, en cas d'urgence, avis pris des chefs de groupe, est habilité à prendre toutes décisions utiles à charge d'en rendre compte au gouverneur général.

ART. 14. — Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions contraires sera publié au *Journal officiel* de l'Afrique occidentale française et entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1942.

Le secrétaire général du gouvernement général, les gouverneurs des colonies du groupe, le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar, le gouverneur commissaire de France au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Dakar, le 3 décembre 1941.

P. BOISSON.

#### Sacs vides

ARRETE N° 4464 S. E. réglementant les mouvements de sacs vides à l'intérieur de l'Afrique française.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,

COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant application aux territoires d'outre-mer de la loi du 12 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Vu le décret du 5 décembre 1939, autorisant les chefs des colonies à réglementer l'exportation des produits coloniaux et à prescrire toute mesure destinée à faciliter cette exportation;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'achat, la vente, la circulation, la mise en service à l'intérieur de l'Afrique française des sacs vides, neufs ou usagés, en jute ou fibres dures, sont soumis aux restrictions prévues par le présent arrêté.

ART. 2. — En principe les mouvements de sacs vides, (achat, vente, remise à titre gratuit, mise en service etc...) ne seront autorisés qu'à l'intérieur d'un même secteur de répartition. Chaque colonie ou territoire constitue un secteur de répartition. Toutefois la circonscription de Dakar, le Sénégal et la Mauritanie constituent un seul secteur. Le gouverneur de chaque colonie est chef du secteur de répartition des sacs vides; il peut déléguer ces fonctions à un fonctionnaire de son choix. Pour le Sénégal, la Mauritanie et la circonscription de Dakar, le chef du secteur de répartition est le gouverneur du Sénégal.

ART. 3. — Le gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française peut, soit d'office, soit à la demande d'un chef de secteur de répartition, ordonner des mouvements de sacs d'un secteur de répartition à un autre. Il avise dans ce cas les deux chefs de secteurs intéressés qui règlent entre eux les conditions du transfert.

ART. 4. — Les chefs de secteurs de répartition disposent des sacs vides en stock dans leur secteur. Ils sont responsables de leur gestion.

Aucun achat, vente, cession à titre gratuit, mise en service des sacs vides tant pour les besoins intérieurs que pour l'exportation ne peut être effectué sans un bon de déblocage délivré par le chef du secteur de répartition.

A l'intérieur d'un même secteur le transfert de sacs vides d'une maison à un de ses comptoirs ou d'un comptoir à un autre de la même maison, n'est soumis à aucune formalité.

ART. 5. — Les bons de déblocage sont délivrés à la demande des intéressés et sur justification de leurs besoins. *Le chef du secteur de répartition peut ordonner la cession de sacs d'une maison à une autre.* A défaut d'accord amiable entre le détenteur du stock et le bénéficiaire du bon de déblocage les chefs de secteurs de répartition peuvent recourir à la réquisition.

Les bons de déblocage sont valables du premier au dernier jour du mois de leur délivrance.

ART. 6. — La déclaration des stocks de sacs vides, neufs et usagés, en jute ou fibres dures, est obligatoire le jour d'entrée en application du présent arrêté.

Elle doit par la suite être obligatoirement faite le premier de chaque mois.

Les déclarations sont adressées au chef du secteur de répartition huit jours au plus tard après la date prescrite pour leur établissement. Elles précisent la situation des stocks par lieu de stockage et distinguent les sacs neufs des sacs usagés.

Exception faite pour la première déclaration elles doivent préciser :

1° — la situation des stocks au premier du mois précédent;

2° — les accroissements avec indication de leur origine (importation, fabrication, achat sur place, récupération de sacs importés pleins ou achetés sur place pleins etc...);

3° — les diminutions avec référence aux bons de déblocage accordés;

4° — les quantités de sacs déblocués exportées.

Ces indications doivent être fournies séparément pour les catégories de sacs suivants :

a) type « exportation standard » 110 cm X 70 (ou similaires) poids moyen 1 k à 1 k, 2;

b) type « charroi » 140 cm X 75 (ou similaires) poids moyen 1 k, 3;

c) type « divers » (sel, farine, etc...).

Ces déclarations sont fournies par tout fabricant, tout importateur, ou tout détenteur de stock.

ART. 7. — Chaque gouverneur prendra toutes mesures utiles à l'intérieur de son secteur de répartition pour la réalisation pratique des dispositions ci-dessus.

Il adressera au gouverneur général (direction des services économiques) les relevés récapitulatifs de la situation des stocks en fin de mois.

ART. 8. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles conformément à l'article 10 du décret du 2 mai 1939 des sanctions prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre.

ART. 9. — Les gouverneurs des colonies et chefs de territoire, le commissaire de France au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 17 décembre 1941.

P. BOISSON.

ARRETE No 1 soumettant l'arrêté général no 4464 S. E. du 17 décembre 1941 à la procédure de publication d'urgence.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général no 4464 S. E. du 17 décembre 1941 réglementant les mouvements des sacs vides à l'intérieur de l'Afrique française;

Vu le télégramme-lettre no 893 S. E. du 8 décembre 1941 du haut-commissaire de l'Afrique française;

Vu le T. O. no 457 en date du 29 décembre 1941 du haut-commissaire de l'Afrique française;

## ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Vu l'urgence, l'arrêté no 4464 S. E. en date du 17 décembre 1941 du haut-commissaire de l'Afrique française relatif aux mouvements des sacs vides à l'intérieur de l'Afrique française sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 1<sup>er</sup> janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

**Tissus****ARRETE N° 720 portant limitation de la vente de certains tissus et confections.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, promulgué au Togo par arrêté n° 634/p. n. du 2 septembre 1939;

Vu le décret du 2 septembre 1939 portant règlement d'administration publique déterminant les conditions d'emploi des ressources des territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, promulgué au Togo par arrêté du 10 novembre 1939;

Vu le télégramme officiel du haut-commissaire de l'Afrique française n° 367 en date du 27 octobre 1941;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 23 décembre 1941;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les tissus et confections faisant l'objet des déclarations de stocks effectuées par les commerçants du Togo et transmises par lettre du président de la chambre de commerce en date du 17 novembre 1941 ne pourront être mis en vente que dans les conditions suivantes :

1<sup>re</sup> catégorie. — Tissus homogènes ou confection cotons, laines ou mélange comprenant moins de 50% de rayonne.

Chaque commerçant ne pourra vendre mensuellement plus du vingt quatrième (1/24) du stock déclaré.

2<sup>e</sup> catégorie. — Tissus mélangés ou confection à pourcentage supérieur à 50% de rayonne et tissus homogènes rayonne et similaires.

Chaque commerçant ne pourra vendre mensuellement plus du quart (1/4) du stock déclaré.

ART. 2. — La mise en vente jusqu'à fin décembre 1941 ne pourra dépasser les 2/24 des stocks déclarés pour la 1<sup>re</sup> catégorie et la moitié pour la 2<sup>e</sup> catégorie.

Cependant en cas d'arrivages postérieurs aux déclarations effectuées les nouvelles quantités pourront être mises en vente dans les proportions fixées ci-dessus.

ART. 3. — Les stocks de tissus et confections arrêtés au dernier jour de chaque mois, devront être déclarés dans la première semaine du mois suivant, à Lomé à l'administrateur-maire et dans l'intérieur du Territoire aux chefs de subdivision. Ces déclarations devront être transmises sans délai au bureau des affaires économiques.

Les maisons de commerce ayant leur siège au chef-lieu devront comprendre dans leurs déclarations leurs stocks de l'intérieur en indiquant les lieux de stockage.

ART. 4. — L'administration locale pourra faire procéder à l'estampillage des pièces de tissus déclarées.

ART. 5. — La vérification matérielle des stocks pourra être effectuée par tous officiers de police judiciaire en tous lieux et aucune entrave ne pourra être apportée à leur droit d'investigation.

ART. 6. — Les sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions qui précèdent sont celles prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 conformément aux termes de l'article 10 du décret du 2 mai 1939.

Outre les sanctions pénales prévues ci-dessus, l'administration locale pourra procéder à la réquisition des stocks non déclarés.

ART. 7. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 24 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

**Bovins****ARRETE N° 721 réglementant la vente des bovins destinés à l'abatage dans les villes de Lomé et d'Anécho.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, promulgué au Togo par arrêté n° 634/p. n. du 2 septembre 1939;

Vu le décret du 2 septembre 1939 portant règlement d'administration publique déterminant les conditions d'emploi des ressources des territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, promulgué au Togo par arrêté du 10 novembre 1939;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 23 décembre 1941;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Il est institué à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1942 dans les villes de Lomé et d'Anécho, un marché aux bovins destinés à la boucherie.

Ce marché se tiendra tous les premiers et troisièmes mardis de chaque mois à Lomé, et les deuxièmes et quatrièmes mardis à Anécho aux emplacements et aux heures qui seront fixés par les commandants de cercle.

ART. 2. — Dans les cercles de Lomé et d'Anécho, sont interdites en dehors des marchés ci-dessus définis toutes transactions concernant les bovins destinés à l'abatage.

ART. 3. — Les sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions qui précèdent sont celles prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 conformément aux termes de l'article 10 du décret du 2 mai 1939.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.



**Impôt**

**ARRETE N° 723 abrogeant l'arrêté n° 492 du 23 novembre 1940 fixant le mode de perception de l'impôt dû par les indigènes de la catégorie ordinaire dans la commune-mixte et la subdivision administrative de Lomé.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1922 fixant l'assiette de l'impôt personnel et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté 492 du 23 novembre 1940 fixant le mode de perception de l'impôt dû par les indigènes de la catégorie ordinaire dans la commune-mixte et la subdivision administrative de Lomé;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 23 décembre 1941;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — L'article premier de l'arrêté n° 492 du 23 novembre 1940 fixant le mode de perception de l'impôt dû par les indigènes de la catégorie ordinaire dans la commune-mixte et la subdivision administrative de Lomé est ainsi modifié :

« En application de l'article 3 de l'arrêté n° 28 du 13 janvier 1937 susvisé, à partir de l'exercice 1942, dans le ressort de la commune-mixte de Lomé, l'impôt de la catégorie ordinaire sera perçu sur rôle nominatif ».

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

**Commune-Mixte**

**ARRETE N° 724 portant approbation du budget primitif de la commune-mixte de Lomé — Exercice 1942.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution des communes-mixtes au Togo;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes au Togo, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 578 du 20 novembre 1932, créant la commune-mixte de Lomé, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu le procès-verbal de délibération de la commission municipale en date du 14 novembre 1941;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 23 décembre 1941;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est arrêté le budget primitif de la commune-mixte de Lomé pour l'exercice 1942 en recettes et en dépenses à la somme de : SEPT CENT DIX MILLE SIX CENTS FRANCS (710.600 francs).

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 décembre 1941.

J. DE SAINT-ALARY.

**ARRETE N° 725 autorisant la commune-mixte de Lomé à s'imposer en 1942 des centimes additionnels au principal des contributions directes et lui attribuant certaines recettes.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 réglementant le fonctionnement des communes du Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune-mixte de Lomé;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 23 décembre 1941;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — La commune-mixte est autorisée à s'imposer en 1942 des centimes additionnels au principal des contributions directes jusqu'à concurrence de 5 centimes.

**ART. 2.** — Il est attribué pour 1942 à la commune-mixte de Lomé :

1° — Quatre cinquièmes du produit de :

Taxe fixe de l'impôt personnel (européens et indigènes);

Impôt sur la population flottante;

Impôt des patentes et licences;

Taxe sur les véhicules;

Impôt sur les propriétés bâties;

Impôt sur les propriétés non bâties;

2° — Totalité du montant du rachat des prestations.

**ART. 3.** — Il est attribué pour 1942 à la commune-mixte trois quarts du produit des amendes infligées par les tribunaux de simple police, de police correctionnelle et les juridictions contentieuses, pour les contraventions et délits commis sur son Territoire.

**ART. 4.** — Il est attribué pour 1942 à la commune-mixte de Lomé trois quarts du produit des amendes administratives et des amendes prononcées par les tribunaux indigènes pour les infractions commises sur son Territoire.

**ART. 5.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 décembre 1941.

J. DE SAINT-ALARY.



## Circulation des Français et Étrangers au Togo

**ARRETE N° 728 réglementant la circulation des Français et des étrangers à l'intérieur du territoire du Togo.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 6 mars 1877 rendant applicable au Sénégal et dépendances le code pénal métropolitain;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Cameroun et au Togo;

Vu le décret du 10 septembre 1935 fixant les conditions d'admission au Togo des nationaux français et étrangers;

Vu le décret du 25 juin 1940 portant création d'un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'arrêté n° 578 du 20 novembre 1932 créant la commune-mixte de Lomé;

Vu l'arrêté n° 264 du 24 mai 1934 fixant à nouveau le périmètre urbain de la ville de Lomé;

Vu l'arrêté n° 287 du 31 mai 1934 modifiant les limites du Territoire de la commune-mixte de Lomé;

Vu l'arrêté général du 6 septembre 1941 réglementant la circulation des Français et des étrangers à l'intérieur de l'Afrique française;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 23 décembre 1941;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Toute personne française ou étrangère n'appartenant pas aux races de l'Afrique noire se déplaçant à l'intérieur du territoire du Togo, hors de sa circonscription de résidence sera tenue :

1° — de se munir d'un sauf-conduit délivré, après indication des motifs du voyage, par les autorités administratives de sa résidence (commandant de cercle, chef de subdivision, commissaire de police);

2° — de justifier de son identité à toute réquisition des agents de l'autorité par la présentation de la pièce d'identité officielle au vu de laquelle le sauf-conduit aura été établi.

Les circonscriptions de résidence pour l'application du présent article sont les subdivisions administratives de Lomé, Tsévié, Atakpamé, Palimé, Sokodé, Lama-Kara, Bassari, Mango, cercle d'Anécho et le territoire de la commune-mixte de Lomé.

ART. 2. — Les dispositions de l'article premier sont applicables aux personnes françaises ou étrangères en provenance des colonies ou territoires du Haut-Commissariat de l'Afrique française. Les sauf-conduits délivrés aux intéressés par leur colonie ou territoire de résidence seront visés, avec l'indication de la subdivision administrative de destination, par les autorités administratives du lieu d'entrée dans le territoire du Togo.

ART. 3. — Le sauf-conduit prévu à l'article premier est délivré pour un voyage aller et retour, sauf mention spéciale; il doit être utilisé dans le délai d'un mois à compter du jour de son établissement, sauf prorogation, il sera présenté dans les 24 heures de l'arrivée aux autorités administratives du lieu de destination, qui y apposeront leur visa et le retireront s'il s'agit d'un voyage aller. La validité du sauf-conduit

pour le retour est subordonnée à l'accomplissement de la formalité du visa auprès des mêmes autorités. Après utilisation, le sauf-conduit aller et retour devra être remis aux autorités qui l'ont délivré.

ART. 4. — Le défaut de sauf-conduit peut être sanctionné par l'interruption du voyage et le refoulement des contrevenants à leurs frais sur la localité de leur résidence, sans préjudice, le cas échéant, des poursuites administratives et judiciaires.

ART. 5. — Sont dispensés du sauf-conduit prévu à l'article premier :

1° — les fonctionnaires et militaires ainsi que leurs familles à condition qu'ils soient munis d'un ordre de service de mission, d'une feuille de déplacement ou d'un titre de congé dépassant 30 jours, la pièce d'identité à laquelle devra faire référence l'une ou l'autre de ces titres est par ailleurs toujours exigible. Sont également dispensés du sauf-conduit les enfants de moins de 15 ans lorsqu'ils sont accompagnés, leurs noms et prénoms sont alors inscrits sur le titre de circulation de la personne qui les accompagne;

2° — les nationaux français résidant dans la commune-mixte de Lomé et le cercle d'Anécho, pour la circulation sur la route et la voie ferrée Lomé-Anécho et vice-versa.

Ces autorisations qui sont révocables ne dispensent pas les bénéficiaires de la présentation aux réquisitions des autorités administratives, de leurs pièces officielles d'identité (passe-ports ou cartes d'identité).

ART. 6. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont punies d'un emprisonnement d'un à cinq jours et d'une amende d'un à quinze francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 7. — Les commandants de cercle, le chef du service de la sûreté et les chefs de subdivision sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 décembre 1941.

J. DE SAINT-ALARY.

**Bourses****ARRETE N° 729 complétant et modifiant l'arrêté n° 480 du 11 septembre 1939, réorganisant la concession des bourses accordées aux élèves continuant leurs études hors du Territoire.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 316 bis du 11 juin 1931 créant un examen des bourses dans les établissements scolaires métropolitains;

Vu la circulaire ministérielle n° 4.741 en date du 14 octobre 1938;

Vu l'arrêté n° 478 du 11 septembre 1939 réorganisant la concession des bourses scolaires au Territoire (articles 2 et 3);

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 23 décembre 1941;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> paragraphes de l'article 12 de l'arrêté n° 480 du 11 septembre 1939 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

§ 2 *nouveau*. — En principe, toute bourse obtenue est maintenue jusqu'à la fin des études pour lesquelles elle a été accordée. Elle cesse d'être payée dans le cas où l'intéressé doit redoubler sa classe ou son année. Toutefois, à titre tout à fait exceptionnel, (maladie dûment constatée par exemple), et après avis de la commission consultative, elle pourra être maintenue dans le cas où l'intéressé redoublera, mais une fois seulement, sa classe ou son année.

§ 3 *nouveau*. — La bourse n'est jamais concédée à titre définitif et les parents doivent avant le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année en redoubler par écrit la demande de maintien, en joignant un certificat constatant le passage du candidat dans la classe supérieure. Ces demandes de renouvellement seront obligatoirement soumises à la commission consultative.

ART. 2. — L'article 13 de l'arrêté n° 480 du 11 septembre 1939 est complété comme suit :

En principe, toute bourse obtenue est maintenue jusqu'à la fin des études pour lesquelles elle a été accordée. Elle cesse d'être payée dans le cas où l'intéressé doit redoubler sa classe ou son année. Toutefois, à titre tout à fait exceptionnel, (maladie dûment constatée par exemple) et après avis de la commission consultative, elle pourra être maintenue dans le cas où l'intéressé redoublera, mais une fois seulement sa classe ou son année.

La bourse n'est jamais concédée à titre définitif et l'intéressé ou son représentant légal s'il est mineur, doit, avant le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année, en redoubler par écrit la demande de maintien, en joignant un certificat constatant le passage du candidat dans l'année supérieure. Ces demandes de renouvellement seront obligatoirement soumises à la commission consultative.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 décembre 1941.

J. DE SAINT-ALARY.

Distillerie

ARRETE N° 754 autorisant M. R. Eychenne à importer et à détenir des alambics et autres appareils de distillation, et réglementant les opérations de distillation industrielle des fruits et graines du pays.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et tous les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 22 mai 1924 rendant applicables au Togo les lois et décrets promulgués en A. O. F. antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1924;

Vu le décret du 29 juillet 1916 prohibant la détention et la circulation des alambics en A. O. F. modifié et complété par le décret du 31 janvier 1929;

Vu le décret du 17 avril 1936 modifiant le décret du 29 juillet 1916 susvisé, rendu applicable au Territoire par décret du 12 mai 1937, promulgué au Togo par arrêté 292 du 14 juin 1937;

Vu le décret du 14 décembre 1927 portant réglementation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes dans le territoire du Togo et tous actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 11 novembre 1926 portant réglementation douanière dans le territoire du Togo promulgué par arrêté du 30 décembre 1926;

Vu l'arrêté n° 198 du 5 avril 1939 portant réglementation du service des douanes dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 654 du 27 octobre 1933 réglementant l'impôt de la patente dans le territoire du Togo et tous actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 606 du 15 novembre 1930 réglementant les licences dans le territoire du Togo et tous actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 753 du 24 décembre 1941 instituant au Togo une taxe de consommation intérieure sur l'alcool obtenu par distillation industrielle de fruits et graines du pays;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics et des mines du Togo;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 23 décembre 1941;

## ARRETE :

## TITRE PREMIER

## PRINCIPES

ARTICLE PREMIER. — M. R. Eychenne est autorisé à importer et à détenir des appareils complets destinés à la fabrication d'alcools industriels provenant de la fermentation de fruits et graines du pays.

ART. 2. — M. R. Eychenne est également autorisé à détenir et à mettre en circulation les produits alcooliques distillés au moyen des appareils précités sous la réserve expresse que lesdits produits ne pourront être utilisés qu'à des fins industrielles à l'exclusion de tout autre usage.

ART. 3. — Les alcools produits devront être dénaturés dans les centres de distillation selon l'un des procédés énumérés aux articles 26 et 27 ci-après, selon qu'ils devront être utilisés comme carburant ou comme combustible.

Toutefois la fabrication d'une certaine quantité d'alcool neutre pourra être autorisée et fixée chaque année par le Commissaire de France après avis du chef du service de santé et sur la proposition du chef du service des travaux publics pour les besoins en alcool à haut titrage des services sanitaires et médicaux, ou, éventuellement, d'autres services publics ou militaires.

ART. 4. — Les appareils importés en vertu des dispositions du présent arrêté ne pourront être ni prêtés ni vendus pour quelque cause que ce soit, sans autorisation préalable du Commissaire de France, après avis du chef du service des travaux publics et des mines.

## TITRE II

## FONCTIONNEMENT

ART. 5. — Il est prévu l'installation d'un seul centre de distillation à Lomé.

ART. 6. — Un plan détaillé et complet de chaque installation sera adressé au Commissaire de France au Togo (direction du service des travaux publics) avant la mise en route des appareils.

Ce plan sera accompagné de l'indication de la capacité des chaudières, appareils de distillation, citernes et vaisseaux existant dans l'usine.

Les citernes, bacs, cuves ou vaisseaux destinés à recevoir les produits fabriqués seront installés sur des supports à jour ayant au moins 0 m., 60 de hauteur. Chaque chaudière, appareil de distillation, citerne, vaisseau et récipient quelconque recevra un numéro d'ordre avec indication de sa contenance en litres.

Le numéro et l'indication de la contenance seront peints à l'huile en caractères ayant au moins 5 centimètres de hauteur.

Toute modification ou extension quelconque apportée à d'agencement initial de l'usine entraîne l'obligation de déposer préalablement un plan rectificatif entre les mains de l'agent de surveillance. Il en sera rendu compte au Commissaire de France (service des travaux publics) auquel un plan des nouvelles installations sera également adressé.

ART. 7. — Toute communication intérieure entre la distillerie et les bâtiments voisins non occupés par le chef de distillerie est interdite. Toutefois, un gardien pourra être logé dans l'enceinte de la distillerie, lorsque la maison d'habitation du chef de distillerie sera en dehors de ladite enceinte.

ART. 8. — Les capacités des chaudières, appareils de distillation, citernes, vaisseaux et récipient quelconque sont vérifiées par jaugeage et au besoin par empotement.

ART. 9. — M. R. Eychenne est tenu de fournir les ouvriers et ustensiles nécessaires tant pour le jaugeage des vaisseaux que pour le pesage et le mesurage des matières premières ou produits obtenus lors des exercices, recensements ou inventaires, auxquels auront à procéder les agents contrôlant l'établissement. Cette obligation s'étend à la fourniture de l'eau en cas de jaugeage par empotement.

ART. 10. — Tout récipient destiné à recevoir de l'alcool, y compris le cas échéant la chaudière de chaque rectificateur, doit être muni d'un indicateur avec tube de verre présentant extérieurement le niveau du liquide.

L'échelle de cet indicateur est graduée en centimètres. Les récipients destinés à recevoir les liquides alcooliques seront scellés et ne communiqueront entre eux et avec les alambics que par des tuyaux agencés de manière qu'on ne puisse détourner ces produits. Les robinets adaptés à ces tuyaux et aux bacs devront être maintenus fermés, soit par un cadenas ou par un plomb, soit par tout autre moyen agréé par l'administration.

ART. 11. — La destination de chaque récipient dans lequel sont reçus les produits de la distillation ou de la rectification doit être indiquée par l'une des mentions suivantes :

- Flegmes;
- Alcools à repasser;
- Alcools achevés;
- Huiles essentielles.

Ces mentions sont indiquées sur les récipients ainsi qu'il est spécifié à l'avant-dernier alinéa de l'article 6.

ART. 12. — Toute quantité d'alcool trouvée, soit dans les tuyaux soit dans les récipients autres que ceux dont il est question aux articles 6, 10 et 11, est réputée fabriquée en fraude et saisie.

ART. 13. — L'administration des douanes du territoire du Togo pourra exiger, si elle le juge nécessaire, que les appareils à distiller ou à rectifier soient munis de compteurs agréés par elle et installés dans les conditions qu'elle déterminera.

ART. 14. — Chaque centre de distillation sera pourvu, par les soins de M. Eychenne, des appareils destinés au mesurage et au pesage des récipients ou réservoirs utilisés pour les transports d'alcool.

ART. 15. — Les tonneaux, bidons, et autres récipients employés au logement et au transport des produits de toute espèce seront nécessairement en fer munis de bouchon à vis avec dispositifs permettant un plombage.

Ces récipients devront présenter la marque indicatrice de leur numéro d'ordre, de leur capacité, et, si celle-ci est supérieure à 50 litres, de leur tare et de leur poids brut.

Toutes les opérations de remplissage de fûts ou réservoirs en vue de l'expédition des alcools se feront en présence et sous le contrôle des agents de l'administration chargés du contrôle de l'usine.

### TITRE III

#### CONSTATATIONS DES QUANTITÉS D'ALCOOL PRODUITES — RECTIFICATION — DÉNATURATION — COLORATION — TENUE DES REGISTRES

ART. 16. — Les produits de la distillation et de la rectification ne pourront être recueillis à la sortie des appareils à distiller qu'en présence du chef de distillerie, lequel est personnellement responsable vis-à-vis des agents chargés du contrôle, de toutes les quantités d'alcool fabriquées et entreposées.

ART. 17. — Toutes opérations de transvasement et de livraison des produits alcooliques ne pourront être effectuées qu'en présence du chef de distillerie et sous sa responsabilité.

ART. 18. — Le chef de distillerie doit tenir un registre de mise en fermentation comportant sans interruption ni lacune :

1° — A l'instant où le jus ou les matières premières commencent à être versés dans la cuve :

Le numéro et la contenance de cette cuve ;  
La date et l'heure du commencement de l'opération ;

2° — A la fin du chargement de chaque cuve :

L'heure à laquelle le chargement est terminé ;

Le poids des matières premières ou le volume des jus introduits ;

3° — Quand la fermentation est terminée :

La date et l'heure à laquelle la fermentation a cessé ;

Le volume et la richesse alcoolique du contenu de la cuve ;

4° — Quand le contenu de chaque cuve de fermentation est mis en distillation :

La date et l'heure à laquelle on commence à extraire le jus fermenté ;

L'heure à laquelle la cuve est vide.

ART. 19. — Les opérations destinées à constater la densité des jus, des matières avant et après fermentation, ainsi que les prélèvements d'échantillons aux fins d'analyse, seront effectués en présence du chef de distillerie.

ART. 20. — Aucune quantité de flegme ou d'alcool à repasser ne peut être introduite dans l'appareil à rectifier sans que mention en soit faite dans les registres de la distillerie.

Cette inscription comportera :

1° — La nature, le volume et le degré des flegmes et produits à repasser ;

2° — Le numéro des récipients d'où ces produits doivent être extraits ;

3° — La date et l'heure du chargement de l'appareil.

Il est donné décharge des quantités d'alcool introduites dans les appareils à rectifier.

ART. 21. — A la fin de chaque journée les produits de la rectification sont pris en charge pour la quantité d'alcool qu'ils contiennent.

ART. 22. — Il est interdit de prélever aux éprouvettes aucune quantité d'alcool *sauf pour les besoins de la dégustation*; les éprouvettes seront scellées hermétiquement de façon qu'elles ne constituent pas un point d'interruption du coulage. en vase clos, un robinet avec dispositif en permettant le scellement, sera seul ménagé pour permettre les prises d'échantillons prévues ci-dessus.

ART. 23. — Il est tenu un compte général chargé des quantités d'alcool extraites des bacs-jaugeurs, et éventuellement des excédents que pourraient faire ressortir les inventaires, ainsi que les quantités d'alcool conservées dans les bacs-jaugeurs à la fin des travaux.

Le compte est déchargé des quantités d'alcool produites et livrées et des quantités restantes après chaque opération.

ART. 24. — Il est tenu en outre un registre spécial présentant la situation de tous les récipients contenant de l'alcool dans l'établissement.

ART. 25. — Il est alloué annuellement pour outillage, coulage, soutirage, affaiblissement de degrés et tous autres déchets de magasin une déduction dont le taux est fixé à 5% du stock moyen.

L'administration pourra accorder décharge des quantités d'alcool dont la perte aura été régulièrement constatée.

#### DÉNATURATION

##### 1° — Carburant

ART. 26. — L'alcool industriel destiné à être utilisé comme carburant sera dénaturé par l'un des procédés suivants :

1° — Mélange de 1 litre de benzol additionné de 10 grammes d'huile anthracénique par hectolitre d'alcool pur à 100 degrés;

2° — Mélange d'huile de ricin dans la proportion de 0,05 à 1%;

3° — Mélange d'huile de goudron de houille à raison de 250 c/c par hectolitre d'alcool pur;

4° — Mélange de teinture d'aloès dans la proportion de 100 grammes par hectolitre d'alcool.

En outre l'alcool carburant sera coloré à l'aide de fluorescéine ou de bleu de méthylène ou d'éosine.

##### 2° — Combustibles

ART. 27. — La dénaturation de l'alcool devant être utilisé comme combustible sera obtenue par l'un des procédés ci-dessus mais ne subira pas de coloration.

ART. 28. — Dans le cas où M. R. Eychemme se trouverait, en raison des circonstances, dans l'impossibilité de se procurer en quantité suffisante les matières ou produits précités, la dénaturation et la coloration seront obtenues par tout autre procédé approprié soumis à l'approbation préalable du Commissaire de France (service des travaux publics).

ART. 29. — Les locaux où s'opérera la dénaturation ainsi que les magasins où seront logés les alcools dénaturés devront être complètement séparés des locaux contenant les appareils à distiller et à rectifier ainsi que des magasins contenant de l'alcool nature.

ART. 30. — Les cuves dans lesquelles s'opérera le mélange de l'alcool et du dénaturant devront être isolées, bien éclairées et reposées sur des supports à jour.

Ces supports doivent avoir au moins un mètre au-dessus du sol et il doit exister autour des cuves un espace libre d'au moins 0 m., 60.

Chacun de ces récipients est muni de deux tubes de niveau avec tube en verre et curseur, leur couvercle doit être mobile dans toutes ses parties et disposé de manière à pouvoir être enlevé entièrement lors des opérations. Ces récipients sont numérotés et portent l'indication de leur contenance comme tous les récipients de la distillation.

ART. 31. — Les opérations de dénaturation seront enregistrées dans les mêmes conditions que celles prévues aux articles 17, 18 et 20.

ART. 32. — Chaque expédition d'alcool dénaturé destiné à être utilisé comme combustible devra être opérée sous le lieu d'un acquit-à-caution dont la durée de validité sera égale à celle nécessaire au transport.

ART. 33. — La rectification de l'alcool dénaturé est interdite.

ART. 34. — Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera punie des peines prévues par les décrets du 29 juillet 1916 et du 31 janvier 1929 réglementant l'importation, la détention et la circulation des alambics en Afrique occidentale française.

#### TITRE IV

##### SURVEILLANCE

ART. 35. — La surveillance de jour et de nuit sera exercée par le commandant du cercle de Lomé, le chef du service de l'agriculture et le chef du service des travaux publics ou leurs délégués.

Le contrôle portera notamment sur les poids de fruits et graines apportés aux distilleries; la quantité, consistance et qualité des moûts obtenus et des alcools produits.

La comptabilité du centre de distillation sera communiquée, sur leur demande, aux autorités chargées du contrôle.

#### TITRE V

##### FISCALITÉ

ART. 36. — La production d'alcool industriel de fruits et graines du pays ayant pour but de venir en aide à la production agricole en parant au manque de carburants d'autre nature, l'exportation de distillation de M. Eychemme est exemptée des taxes compensatrices, des droits de douane, ainsi que des taxes de circulation et de consommation, en ce qui concerne exclusivement l'alcool industriel devant être utilisé comme carburant.

ART. 37. — Le contrôle fiscal sera exercé par les agents du service des douanes ou à défaut par des agents de l'administration locale habilités par le gouverneur.

ART. 38. — Une comptabilité spéciale portant sur les quantités fabriquées, sera tenue en distinguant celles destinées à la carburation, à la fabrication d'alcool dénaturé, à la parfumerie et chaque livraison devra comporter l'inscription du nom du destinataire.

ART. 39. — L'alcool destiné à être utilisé comme combustible ou pour la parfumerie reste soumis aux taxes de consommation et circulation prévues par les textes en vigueur.

ART. 40. — Le commandant de cercle de Lomé et les chefs de service des douanes, de l'agriculture et des travaux publics sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

### Energie électrique

*DECISION N° 755 fixant la valeur des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique pour le 1<sup>er</sup> semestre 1942.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le cahier des charges de la concession par le territoire du Togo d'une distribution publique d'énergie électrique annexé à la convention en date du 11 juin 1931 et particulièrement l'article 11 de ce cahier des charges;

Vu les propositions en date du 20 décembre 1941 de la Société concessionnaire;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics et des mines du Togo, chargé du contrôle de la distribution d'énergie électrique;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 23 décembre 1941;

### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les valeurs des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique sont fixées comme suit pour le 1<sup>er</sup> semestre 1942 :

Co	1.175,1919
Cl	2.439, —
Mo	1, 724
Mi	1, 892
lo	387, 50
li	565, —

ART. 2. — En application de ces coefficients, les différents tarifs à mettre en vigueur pendant le 1<sup>er</sup> semestre 1942 sont ainsi déterminés :

#### A. — Pour les particuliers

1 <sup>o</sup> — Pour Lomé :	
Prix du kwh — Lumière	7,38
Prix du kwh — Force	5,83
2 <sup>o</sup> — Pour Anécho :	
Prix du kwh — Lumière	8,15
Prix du kwh — Force	6,60

#### B. — Pour l'administration

##### 1<sup>o</sup> — Pour Lomé :

Prix du kwh — Lumière	6,29
Prix du kwh — Force	5,05

##### 2<sup>o</sup> — Pour Anécho :

Prix du kwh — Lumière	7,07
Prix du kwh — Force	5,83

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 24 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

#### Constitution de provision pour les dépenses à effectuer dans la Métropole

*ARRETE N° 773 fixant le montant de la provision mensuelle à constituer pour les dépenses à effectuer dans la Métropole au cours de l'année 1942.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu les articles 254 et 255 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté interministériel en date du 22 octobre 1929, fixant les modalités afférentes aux dépenses à effectuer en France, en Algérie, dans les colonies et pays de protectorat;

Vu le télégramme officiel n° 405 F. 2/A. en date du 19 novembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française à Commissaire de France au Togo;

Vu le télégramme officiel n° 605 F. en date du 21 novembre 1941 du Commissaire de France au Togo à Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le montant de la provision mensuelle à constituer par le budget local du Togo pour les dépenses à effectuer hors du Territoire pendant l'année 1942 est fixé à Six CENT MILLE FRANCS (600.000 frs.).

ART. 2. — La provision devra être effectuée au plus tard le 25 de chaque mois pour le mois suivant au moyen d'un mandat au chapitre d'ordre du budget local.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

#### Budget local

##### Exercice 1942

*ARRETE N° 774 rendant provisoirement exécutoire le budget local pour l'exercice 1942.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 70;



## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendu provisoirement exécutoire pour l'exercice 1942, le budget local, approuvé en conseil d'administration dans sa séance du 23 décembre 1941, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : CINQUANTE NEUF MILLIONS CENT TRENTE ET UN MILLE SEPT CENT CINQUANTE FRANCS (59.131.750 francs).

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1942, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

Sociétés Indigènes de Prévoyance

ARRETE N° 776 fixant pour 1942 les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux Sociétés indigènes de prévoyance au Togo, modifié par le décret du 31 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 552 en date du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des Sociétés indigènes de prévoyance, modifié par l'arrêté n° 116 du 24 février 1938;

Vu les arrêtés n° 388 et 589 des 17 juillet et 14 novembre 1937 portant création des différentes Sociétés indigènes du Territoire, modifiés par l'arrêté n° 28 du 17 janvier 1939;

Sur la proposition des conseils d'administration des Sociétés indigènes de prévoyance;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles sont fixés ainsi qu'il suit pour l'année 1942 :

	Frs.
Société indigène de prévoyance de Lomé	10,—
Société indigène de prévoyance de Klouto	7,—
Société indigène de prévoyance d'Anécho	6,—
Société indigène de prévoyance de Tsévié	5,50
Sociétés indigènes de prévoyance de Sokodé,	
Lama-Kara et Bassari	5,—
Société indigène de prévoyance de Mango	4,50

ART. 2. Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

Ricin

ARRETE N° 780 interdisant l'achat du ricin par le commerce.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, notamment en son article 10;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la lettre-circulaire n° 929 s. e. p. du 19 décembre 1941 de M. le Haut-Commissaire de l'Afrique française;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est interdit dans tout le territoire du Togo l'achat des graines de ricin par le commerce.

ART. 2. — Les sociétés indigènes de prévoyance sont chargées de l'achat et du stockage de ce produit en vue de l'extension des cultures au Togo et éventuellement dans d'autres colonies.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 30 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

Peste bovine

ARRETE N° 781 abrogeant l'arrêté n° 90 du 26 février 1941 déclarant infectés de peste bovine certains cantons de la subdivision autonome de Mango.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1933 organisant l'inspection vétérinaire et l'élevage;

Vu l'arrêté n° 423 du 26 juillet 1937 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo;

Vu l'arrêté n° 90 du 26 février 1941 déclarant infectés de peste bovine certains cantons de la subdivision autonome de Mango;

Vu la lettre n° 90 du 19 décembre 1941 de l'inspecteur vétérinaire;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 90 du 26 février 1941 déclarant infectés de peste bovine certains cantons de la subdivision autonome de Mango.

ART. 2. — Le chef de la subdivision autonome de Mango et l'inspecteur chef du service vétérinaire et de l'élevage sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.



**Mercuriales officielles****ARRETE N° 783 fixant les mercuriales officielles pour le 1<sup>er</sup> semestre 1942.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté du 4 mai 1938 instituant une commission des mercuriales;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée du territoire du Togo des produits de toute origine et de toute provenance;

Vu l'arrêté du 23 juillet 1935 déterminant le taux et les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice;

Après avis de la commission des mercuriales dans sa séance du 27 décembre 1941;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 30 décembre 1941;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les droits « ad valorem » applicables aux marchandises à l'entrée et à la sortie du territoire du Togo seront liquidés par le service des douanes pendant le 1<sup>er</sup> semestre 1942, en conformité des indications du tableau I, ci-annexé, qui serviront également à l'établissement des statistiques du commerce pendant la même période.

ART. 2. — La taxe sur le chiffre d'affaires sera perçue selon les valeurs prévues aux tableaux 1 et 2 ci-annexés se complétant.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté est rendu immédiatement applicable et sera affiché dans tous les bureaux des circonscriptions administratives, de postes du Territoire et dans tous les lieux d'usage.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

**TABEAU I**

DES MERCURIALES OFFICIELLES EN VIGUEUR PENDANT LE PREMIER SEMESTRE 1942 POUR LE CALCUL DES DROITS « AD VALOREM » A L'ENTRÉE ET A LA SORTIE DU TOGO ET A L'ÉTABLISSEMENT DES STATISTIQUES DU COMMERCE

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES		UNITÉ DE VALORISATION	VALORISATION DU PREMIER SEMESTRE 1942
Alcools dénaturés		L'hectolitre.	900 frs.
Amandes de karité		100 kilogrammes brut.	160 —
Amandes de palme		—	logé 190 — non logé 170 —
Animaux vivants	Bœufs, taureaux et vaches	La tête.	800 —
	Veaux et génisses	—	350 —
	Moutons	—	120 —
	Chèvres	—	100 —
	Porcs	—	100 —
	Poulets	—	8 —
	Pintades	—	30 —
Volailles	Canards	—	100 —
	Dindons	—	100 —
Arachides	en coques	100 kilogrammes brut.	210 —
	décortiquées	—	260 —
Beurre	salé ou en boîtes métalliques	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	3.600 —
	non salé autrement présenté	—	3.400 —
Bière en bouteilles (bouteilles comprises).		L'hectolitre.	(1) 850 —
Biscuits de mer	légèrement sucrés — moins de 15 % de sucre (2).	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	550 —
	non sucrés	—	500 —
Bougies de toutes sortes		—	2.500 —
Bouteilles et flacons	plus de 0 litre, 50	Le cent.	200 —
importés pleins	de 0 litre, 10 à 0 litre, 50	—	140 —
	moins de 0 litre, 10	—	100 —
Cacao en fève		100 kilogrammes net.	450 —

(1) La valorisation mercurielle n'est applicable qu'aux seules bières dont le prix de facture est inférieur ou égal à 850 frs. l'hectolitre (bouteilles comprises). Celles dont la valeur de facture est supérieure à 850 frs. l'hectolitre (bouteilles comprises) seront soumises aux droits, d'après cette valeur de facture majorée de 25%.

(2) Les biscuits de mer sucrés à plus de 15 % de sucre seront taxés ad valorem.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE VALORISATION	VALORISATION DU PREMIER SEMESTRE 1942
Café vert d'origine locale . . . . .	100 kilogrammes net.	Arabica Q.C. 1.300 frs. — Q.S. 1.400 — Robusta 900 —
Caoutchouc brut.	100 kilogrammes brut.	1.500 —
Chocolat ordinaire en tablettes ou en poudre (1)	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	1.500 —
Ciment (à l'exclusion du ciment fondu et ciment coloré)	100 kilogrammes brut.	85 —
Colas . . . . .	100 kilogrammes net.	1.000 —
Confitures. . . . . $\left\{ \begin{array}{l} 50\% \text{ de sucre ou plus.} \\ \text{moins de } 50\% \text{ de sucre} \end{array} \right.$	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	1.750 — 1.600 —
Coton égrené.	100 kilogrammes net.	1.500 —
Coprah.	—	260 —
Crevettes fumées . . . . .	—	3.000 —
Dames-jeannes et bonbonnes.	La pièce.	80 —
Défenses d'éléphant . . . . .	100 kilogrammes net.	18.000 —
Dent d'hippopotame . . . . .	—	8.000 —
Drums et bidons en tôle importés pleins	—	500 —
Essence de térébenthine . . . . .	—	900 —
Estagnons d'essence ou de pétrole importés pleins	La pièce	12 —
Farine de froment . . . . . $\left\{ \begin{array}{l} \text{en sacs.} \\ \text{en estagnons.} \\ \text{en barils} \end{array} \right.$	100 kilogrammes brut. 100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut. 100 kilogrammes net.	350 — 450 — 400 —
Farine de manioc . . . . .	—	200 —
Films cinématographiques . . . . .	Le mètre de longueur.	1 — 0,10
— . . . . . en location.	—	—
Fruits de tables frais $\left\{ \begin{array}{l} \text{bananes} \\ \text{ananas.} \end{array} \right.$	100 kilogrammes net.	250 frs. 500 —
Fûts en fer ou acier importés pleins	—	500 —
Graines de coton . . . . .	—	20 —
Graines de kapok . . . . .	—	28 —
Graines de sésame . . . . .	—	180 —
Graines de ricin . . . . .	—	250 —
Graines de Calebasses . . . . .	—	300 —
Graisses végétales alimentaires	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	900 —
— . . . . . d'olives (2)	100 kilogrammes net.	2.100 —
— . . . . . d'arachides d'im- $\left\{ \begin{array}{l} \text{en fûts} \\ \text{portation} \end{array} \right.$ $\left\{ \begin{array}{l} \text{brute} \\ \text{raffinée.} \end{array} \right.$	—	1.100 — 1.400 —
— . . . . . en bouteilles ou estagnons.	—	1.500 —
Huiles végétales . . . . . $\left\{ \begin{array}{l} \text{d'arachides de fabrication locale.} \\ \text{de karité} \\ \text{de lin} \\ \text{de palme} \end{array} \right.$	—	800 — 430 — 1.200 —
— . . . . . en fûts	—	290 —
— . . . . . en vrac	—	250 —
— . . . . . gris	—	300 —
— . . . . . blanc	—	400 — 1.000 — 1.200 —
Ignames . . . . .	—	—
Kapok non égrené . . . . .	—	—
Kapok égrené . . . . .	—	—
Légumes secs entiers autres que ceux d'origine locale (3).	100 kilogrammes brut.	900 —
Légumes secs d'origine locale . . . . .	—	200 —
Maïs . . . . .	1.000 kilogrammes net.	1.200 —
Mazout (Gaz oil) . . . . .	100 kilogrammes net.	250 —
Mil . . . . .	1.000 kilogrammes net.	800 —
Peaux brutes de bœufs $\left\{ \begin{array}{l} \text{sèches} \\ \text{vertes} \end{array} \right.$	100 kilogrammes brut.	750 — 460 —
Peaux brutes de chèvres . . . . .	100 kilogrammes brut.	1.200 —
Peaux brutes de moutons . . . . .	—	1.000 —

(1) La valorisation mercuuriale n'est applicable qu'aux seuls chocolats dont la valeur de facture est inférieure ou égale à 1.500 francs les 100 kgs. demi-net. Ceux dont la valeur de facture est supérieure à 1.500 francs les 100 kgs. demi-net, seront soumis aux droits d'après cette valeur de facture majorée de 25 %.

(2) Non compris les huiles de table contenant une certaine proportion d'huile d'olive qui sont taxées ad valorem.

(3) Les légumes en farine sont taxés ad valorem F + 25 %.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE VALORISATION	VALORISATION DU PREMIER SEMESTRE 1942
Piment d'origine locale	100 kilogrammes brut	petits 2.000 — moyens 1.600 — gras 1.300 —
Poivre d'origine locale	—	2.000 —
Plombs bruts en saumons ou laminés.	—	900 —
Poissons secs et fumés d'origine locale	100 kilogrammes net	600 —
Poissons secs salés .	—	600 —
Riz .	100 kilogrammes brut	260 —
Saindoux .	100 kilogrammes ½ net.	1.850 —
Savons autres que ceux de { en cubes, barres ou pains à parfumerie : (genre savon nu de Marseille) . . . . . autrement présentés .	100 kilogrammes net.	800 —
Semoules et pâtes alimentaires .	100 kilogrammes ½ net.	900 —
Souchet comestible	100 kilogrammes net.	800 —
Tapioca .	100 kilogrammes net.	330 —
Tapioca criblage	100 kilogrammes net.	100 —
Végétaux filamenteux et tiges à ouvrer.	100 kilogrammes net.	500 —
Viandes salées . . . . . { jambon entier en boîte de porc . . . . . jambons autres lard en planches. saucisson à nu .	100 kilogrammes ½ net	4.500 —
	100 kilogrammes net	4.000 —
	100 kilogrammes net	3.000 —
	100 kilogrammes ½ brut.	4.500 —
Vinaigres autres que de parfumerie en fûts . . . . .	L'hectolitre.	400 —
Vins ordinaires en fûts (1) . . . . .	L'hectolitre.	400 —
Autres produits soumis à la taxation ad valorem (2) . . . . .		

(1) Cette valorisation n'est applicable qu'aux seuls vins ordinaires en fûts, dont le prix de facture (emballage compris) est égal ou inférieur à 400 frs. l'hectolitre. Pour les vins ordinaires importés en demi-muids, la valeur de l'emballage est fixée forfaitairement à 400 frs. Les boissons de l'espèce, dont le prix de vente dépasse 400 frs. l'hectolitre logé, échappent à la mercurialisation et sont par suite, soumises aux droits d'après la valeur de facture majorée de 25%.

(2) Les produits non dénommés au tarif et non mercurialisés sont passibles d'un droit de 10% de la facture (emballage compris) majorée de 25%.

NOTA. — La taxe ad valorem applicable à une marchandise couvre à la fois le contenu et le contenant lorsque le produit est imposé d'après le prix de facture, c'est-à-dire d'après le prix de la marchandise au moment où elle sort des magasins du commerçant expéditeur (emballage compris). Il résulte de ces dispositions que les droits à appliquer aux produits non mercurialisés et renfermés dans des emballages mercurialisés (vins ordinaires en bouteilles, huiles lourdes contenues dans des drums en tôle, etc...) ne peuvent être basés que sur le prix de facture de l'envoi, c'est-à-dire sur la valeur cumulée du contenu et contenant avec majoration de 25%. Il n'y a dès lors pas lieu, dans le cas envisagé, de faire supporter en outre à l'emballage mercurialisé le droit qui lui est propre d'après la valorisation mercuriale.

TABLEAU II.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE PERCEPTION	VALEURS
IMPORTATIONS		
Sucres raffinés	100 kilogrammes net	700 frs.
Tabacs en feuilles	—	3.500 —
Cigarettes en boîtes métalliques	—	12.000 —
Cigarettes en paquets	—	3.200 —
Gins et Genièvres { de traite (1)	l'hectolitre	1.700 —
{ autres (1).	—	3.500 —
Whisky	—	5.000 —
Rhums en bouteilles	—	3.000 —
Rhums en fûts	—	2.000 —

(1) Sont considérés comme gins autres tous les gins dont la valeur sur facture (emballage compris) excède 1.700 francs l'hectolitre.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE PERCEPTION	VALEURS
Huiles de pétrole { Pétrole en fûts . . . . .	100 kilogrammes net	250 —
et de schiste { Pétrole en caisse et estagnons . . . . .	—	300 — (2)
{ Essence en vrac et en fûts . . . . .	—	275 — (2)
{ Essence en caisse et estagnons . . . . .	—	325 — (2)
Tôles ondulées en fer galvanisé pour toitures (y compris les faitières) . . . . .	—	1.000 —
{ en sacs . . . . .	—	100 —
Sels { en flacons . . . . .	100 kilog. 1/2 net	700 —
{ autrement présentés . . . . .	100 kilogrammes net	100 —
Allumettes chimiques (boîtes contenant 100 allumettes au plus) . . . . .	Les 1.000 boîtes	350 —
Autres articles non désignés ci-dessus . . . . .	Valeur définie par article 5, arrêté 336 du 23 juillet 1935.	

(2) Les présentes valorisations couvrent l'emballage (caisses, fûts, estagnons).

#### Taxe sur le chiffre d'affaires et taxe compensatrice

*ARRETE N° 784 portant abrogation de l'alinéa 2 de l'article premier de l'arrêté n° 336 du 23 juillet 1935 déterminant les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 106 du 21 février 1931 déterminant le taux et les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et instituant une taxe compensatrice;

Vu l'arrêté n° 232 du 2 mai 1932, modifiant le taux de la taxe sur le chiffre d'affaires à l'exportation;

Vu les arrêtés n° 118 du 22 février 1933 et n° 192 du 24 mars 1933 suspendant provisoirement la perception de la taxe sur le chiffre d'affaires à l'exportation du coton, du kapok, du maïs, du manioc, de la farine de manioc et du tapioca;

Vu l'arrêté n° 559 du 4 octobre 1933 exemptant de la taxe compensatrice les fournitures importées par le gouvernement au titre des prestations en nature;

Vu l'arrêté n° 756 du 15 décembre 1933, modifiant le taux de la taxe sur le chiffre d'affaires perçue à l'exportation sur les fruits et graines oléagineux, les matières grasses et leurs dérivés;

Vu la convention intervenue à Aného le 5 novembre 1931 entre le lieutenant-gouverneur du Dahomey et le Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 336 du 23 juillet 1935 déterminant les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 30 décembre 1941;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'alinéa 2 de l'article premier de l'arrêté n° 336 du 23 juillet 1935 déterminant les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice ainsi libellé :

« 2° — sur le chiffre d'affaires annuel représenté par le montant des ventes, quand celui-ci atteint ou dépasse SOIXANTE-QUINZE MILLE FRANCS (75.000 frs.) pour les patentés ne faisant ni l'importation, ni l'exportation ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

#### C. F. T.

#### Budget

*ARRETE N° 785 autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923, instituant un fonds de renouvellement spécial du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 717 du 24 décembre 1941 rendant provisoirement exécutoire le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf pour l'exercice 1942;

Vu le rapport n° 576 c. r. du 27 décembre 1941 du directeur du réseau des chemins de fer;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 30 décembre 1941;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le prélèvement de la somme de : DEUX CENT DOUZE MILLE CINQ CENTS FRANCS sur le compte du fonds spécial — Fonds de renouvellement du budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, afin de permettre le paiement des dépenses inscrites au chapitre XIII de l'exercice 1942.

ART. 2. — Le directeur du réseau des chemins de fer, sous-ordonnateur du budget annexe et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* du Territoire et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

#### Sociétés Indigènes de Prévoyance

*DECISION N° 921 nommant pour l'année 1942 la commission centrale de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux Sociétés indigènes de prévoyance au Togo modifié par les décrets du 31 juillet 1937 et du 18 septembre 1938;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — La commission centrale de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance est nommée comme suit pour l'année 1942 :

M. Guillou, administrateur en chef des colonies

Président

M.M. Sanson, chef du bureau des finances,  
Moal, chef du bureau des affaires politiques, administratives et économiques,

Mancion, chef du service de l'agriculture,

Amegée, représentant le service zootechnique,

Maillet, président de la Société Indigène de Prévoyance de Lomé,

Olieu, agent de la Société Commerciale de l'Ouest Africain,

de Souza Félicio, notable indigène,

Tamakloé Théophile, notable indigène.

Membres

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1941.

J. de SAINT-ALARY.

#### Villages de ségrégation

*DECISION N° 1 fixant pour l'année 1942 les taux de l'allocation attribuée aux chefs, secrétaires et lépreux des villages de ségrégation.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 57 du 25 janvier 1938 portant réglementation des villages de ségrégation des lépreux;

Vu la décision n° 86 bis du 1<sup>er</sup> février 1938 fixant pour 1938 les taux de l'allocation attribuée aux chefs et secrétaires des villages de ségrégation des lépreux;

Vu la décision n° 83 du 21 février 1940 fixant pour 1940 le taux de l'imputation de l'allocation attribuée aux chefs et secrétaires des villages de ségrégation des lépreux au Territoire;

Vu la décision n° 60 du 9 février 1940 fixant pour l'année 1940 les taux de l'allocation attribuée aux lépreux des villages de ségrégation;

Vu la décision n° 1 du 1<sup>er</sup> janvier 1941 fixant pour l'année 1941 les taux de l'allocation attribuée aux chefs, secrétaires et lépreux des villages de ségrégation;

Vu l'arrêté n° 359 du 11 juin 1939 déterminant les dépenses d'assistance à exemplar de l'arrondissement au franc inférieur;

Vu les avis des commandants de cercle du centre et de Sokodé;

Vu les disponibilités budgétaires;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux de l'allocation attribuée aux chefs et secrétaires des villages de lépreux fixés en 1940 par décision du 21 février 1940 et prorogés en 1941 continueront à être appliqués en 1942 ainsi qu'il suit :

#### CERCLE DU CENTRE

##### Village d'Akata

Chef de village . . . . . 200 frs. par mois.  
Secrétaire . . . . . 100 frs. par mois.

#### CERCLE DE SOKODÉ

##### Village de Kolowaré

Chef de village . . . . . 150 frs. par mois.  
Secrétaire . . . . . 75 frs. par mois.

ART. 2. — Les taux de l'allocation attribuée aux lépreux des villages de ségrégation fixés en 1940 par décision n° 60 du 9 février 1940 et prorogés en 1941 continueront à être appliqués en 1942 ainsi qu'il suit :

CATEGORIES	CERCLES	VILLAGES	TAUX mensuel
A) Hommes, femmes et enfants, sans mutilation et susceptibles de travailler normalement.	Centre	Akata	22,50
	Sokodé	Kolowaré	12,—
B) Hommes, femmes et enfants ayant une légère invalidité	Centre	Akata	22,50
	Sokodé	Kolowaré	18,—
C) Grands malades et vieillards	Centre	Akata	30,—
	Sokodé	Kolowaré	25,—
D) Grands malades, totalement impotents	Centre	Akata	37,50
	Sokodé	Kolowaré	32,50



ART. 3. — Conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté du 25 janvier 1938 les lépreux sont classés dans les catégories susvisées par décision du commandant de cercle sur la proposition de la commission de surveillance et après avis du médecin, chef de la subdivision sanitaire.

ART. 4. — Par application des dispositions de l'arrêté n° 359 du 11 juin 1939 sont exemptées de l'arrondissement au franc inférieur les allocations aux lépreux.

ART. 5. — Le montant de ces allocations sera imputé à la rubrique prévue au chapitre XIII du budget local pour la lutte contre les maladies endémo-épidémiques et sociales.

ART. 6. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 1<sup>er</sup> janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

#### Acquisition de matériel agricole

*DECISION N° 6 autorisant la consignation à la caisse des dépôts et consignations de sommes destinées à l'acquisition de matériel agricole.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu les attributions du trésorier-payeur en tant que préposé de la caisse des dépôts et consignations;

#### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le président de la Société indigène de prévoyance de Klouto est autorisé à consigner, au nom des adhérents de sa Société, à la caisse des dépôts et consignations, les sommes qui seront remises par ces derniers à titre d'acompte à l'occasion d'achat par l'administration du Territoire de machines agricoles, dont ils auront sollicité l'acquisition.

ART. 2. — Le remboursement de ces sommes sera effectué par virement au compte courant de la Société indigène de prévoyance de Klouto ouvert à la banque de l'Afrique occidentale à Lomé, sur demande de remboursement timbrée adressée par le président de la Société indigène de prévoyance de Klouto au trésorier-payeur accompagnée du récépissé constatant la consignation et sur production d'un certificat de mainlevée délivré par l'ordonnateur sur présentation de la preuve du versement intégral au trésor du montant du matériel cédé aux intéressés.

ART. 3. — Le chef du bureau des finances, le trésorier-payeur et le président de la S. I. P. de Klouto sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 4 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

#### Essence

*ARRETE N° 6 rapportant l'arrêté n° 671 du 2 décembre 1941 portant restriction à la délivrance d'essence aux véhicules de 3 tonnes et plus de charge utile.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté 671 du 2 décembre 1941 portant restriction à la délivrance d'essence aux véhicules de 3 tonnes et plus de charge utile;

Vu l'arrêté général 4.538 E. C. du 24 décembre 1941 interdisant dans toute l'Afrique française l'utilisation pour le transport individuel ou collectif des personnes des véhicules (autos ou camions) fonctionnant à l'essence minérale ou au cracking d'huiles végétales, publié au supplément du J. O. T. du 1<sup>er</sup> janvier 1942;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté 671 du 2 décembre 1941 portant restriction à la délivrance d'essence aux véhicules de 3 tonnes et plus de charge utile est rapporté.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 6 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

#### Sociétés de Prévoyance

*ARRETE N° 8 fixant pour 1942 les taux des cotisations des Sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo, modifié par le décret du 31 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 552 en date du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des Sociétés indigènes de prévoyance, modifié par l'arrêté n° 116 du 24 février 1938;

Vu les arrêtés nos 388 et 589 des 17 juillet et 14 novembre 1937 portant création des différentes Sociétés indigènes du Territoire, modifiés par l'arrêté n° 28 du 17 janvier 1939;

Sur la proposition des conseils d'administration des Sociétés indigènes de prévoyance;

Vu le télégramme 514 du 29 décembre 1941 du président de la Société indigène de prévoyance d'Atakpamé;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux des cotisations de la Société indigène de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles d'Atakpamé est fixé à 5 frs. pour 1942.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

**Secours national****ARRETE N° 10 autorisant l'organisation par le comité local du secours national d'une tombola à Lomé.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 15 janvier 1853 portant application aux colonies de la loi du 21 mai 1836 portant prohibition des loteries;

Vu le décret du 4 août 1883 rendant applicable aux colonies l'ordonnance du 29 mai 1844 concernant les loteries d'objets mobiliers, exclusivement destinées à des œuvres de bienfaisance et à l'encouragement des arts;

Vu le décret du 22 mai 1924 rendant applicables au Togo les lois et décrets promulgués en A. O. F. avant le 1<sup>er</sup> janvier 1924;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Le comité local du secours national est autorisé à organiser à Lomé une tombola au profit de l'œuvre du secours national.

ART. 2. — Le nombre de billets dont l'émission est autorisée et dont la vente pourra être effectuée sur toute l'étendue du Territoire est fixé à trente mille au maximum.

ART. 3. — Le prix du billet est fixé à cinq francs.

ART. 4. — La vente des billets aura lieu du 15 janvier au 1<sup>er</sup> mars 1942 à minuit.

ART. 5. — Le tirage de la loterie sera effectué sous le contrôle du comité local du secours national, et aura lieu au Stade de Lomé le samedi 7 mars 1942 à 17 heures.

ART. 6. — Le montant des lots offerts ne devra pas être inférieur en valeur au quart de la valeur totale des billets émis.

ART. 7. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

**Produits et denrées de première nécessité****ARRETE N° 12 portant modification à l'arrêté n° 174 du 7 avril 1941 relatif à la vente des allumettes chimiques.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 368 du 5 août 1940 portant limitation temporaire de la vente de certains produits et denrées de première nécessité détenus par le commerce local;

Vu l'arrêté n° 174 du 7 avril 1941 complétant la liste des produits et denrées de première nécessité détenus par le commerce local dont la vente est limitée;

Vu la lettre du président de la chambre de commerce en date du 3 janvier 1942;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est modifié comme suit l'article 2 de l'arrêté n° 174 du 7 avril 1941 :

La quantité maxima d'allumettes chimiques pouvant être mise en vente mensuellement est fixée à 150.000 boîtes.

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

**Plans de campagne des prestations 1942****ARRETE N° 13 portant approbation des plans de campagne des prestations pour l'année 1942.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 29 du 13 janvier 1937 réglementant à nouveau l'assiette de l'impôt des prestations;

Vu l'arrêté n° 602 du 14 novembre 1937 fixant à nouveau le nombre de journées de prestations et le taux de la conversion;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et rendus exécutoires les plans de campagne des prestations pour l'année 1942 des cercles et subdivisions ci-après :

Cercle d'Anécho;

Cercle de Sokodé } Subdivision de Sokodé;  
                              } Subdivision de Bassari;  
                              } Subdivision de Lama-Kara;

Subdivision autonome de Mango.

ART. 2. — Les commandants de cercle et chefs de subdivision intéressés sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

**Peste bovine****ARRETE N° 14 déclarant infecté de peste bovine le territoire de la commune-mixte comprenant la cocoteraie de M. César Olympio et les zones de pâturages situées entre le camp d'aviation au nord et la ligne d'Atakpané à l'est.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1933 organisant l'inspection vétérinaire et de l'élevage;

Vu l'arrêté n° 425 du 26 juillet 1937 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo;

Vu le rapport n° 2 du 6 janvier 1942 du vétérinaire auxiliaire en service à Lomé et la transmission n° 2 du 6 janvier 1942 du commandant du cercle de Lomé;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclaré infecté de peste bovine le territoire de la commune-mixte de Lomé comprenant la cocoteraie de M. César Olympio et les zones de pâturages situées entre le camp d'aviation au nord et la ligne d'Atakpamé à l'est.

ART. 2. — La circulation des troupeaux de bovidés est formellement interdite dans ledit territoire pendant la durée de l'épizootie.

ART. 3. — Le commandant du cercle de Lomé et le chef du secteur vétérinaire du sud, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

#### Crédit Colonial

*ARRETE N° 16 fixant pour 1942 le montant de l'autorisation dans les limites de laquelle le Territoire pourra accorder sa garantie aux prêts consentis par le crédit colonial.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret-loi du 8 août 1935 portant création du crédit colonial;

Vu la dépêche ministérielle n° 3807 en date du 26 décembre 1935;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 8 janvier 1942;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le montant de l'autorisation dans les limites de laquelle le territoire du Togo pourra accorder en 1942, sa garantie aux prêts effectués par le crédit colonial est fixé à DEUX CENT MILLE FRANCS (200.000 frs.).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

#### Chambre de Commerce

*ARRETE N° 17 portant approbation du budget de la chambre de commerce du Togo, exercice 1942.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 307 du 1<sup>er</sup> juin 1938 portant réorganisation de la chambre de commerce du Togo;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 8 janvier 1942;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le budget de la chambre de commerce du Togo pour l'exercice 1942, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de TROIS CENT QUATRE MILLE SEPT CENTS FRANCS (304.700 frs.).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

#### Caoutchouc

*ARRETE N° 18 modifiant l'arrêté n° 39 du 21 janvier 1941 réglementant le conditionnement du caoutchouc.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits;

Vu l'arrêté n° 39 du 21 janvier 1941 réglementant le conditionnement du caoutchouc;

Sur la proposition de la commission d'expertise et après avis de la chambre de commerce;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 8 janvier 1942;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour être admis à la circulation, à l'achat et à la vente dans l'intérieur du Territoire ainsi qu'à l'exportation, le caoutchouc devra répondre aux conditions suivantes :

- 1° — Ne contenir aucun corps étranger;
- 2° — Être élastique;
- 3° — Ne pas être poisseux, stické;
- 4° — Être présenté en plaques, galettes, crêpes, lanières d'un centimètre d'épaisseur au maximum.

ART. 2. — Cette dernière condition n'entrera en vigueur qu'à partir du 1<sup>er</sup> mars 1942 en ce qui a trait aux achats et à la vente dans l'intérieur du Territoire.

ART. 3. — A titre transitoire le caoutchouc acheté avant le 1<sup>er</sup> mars 1942 sera exporté aux conditions anciennes.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

## ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

## PERSONNEL INDIGÈNE

## Tableau d'avancement

Par arrêté n° 778 du :

30 décembre 1941. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel indigène des cadres locaux du Togo, pour le 1<sup>er</sup> semestre 1942 :

## ENSEIGNEMENT

## a) Enseignement officiel

*Pour le grade d'instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe :*  
Ekoué Pierre, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe.

*Pour le grade d'instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe :*  
Kpodar Louis, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe.  
de Médeiros Jean, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe :*  
Samuel Abraham, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe.  
Colley Augustin, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe.  
Moreira Benoît, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe :*  
Ayivi Abraham, instituteur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe.  
Akouété Adoté Jean, instituteur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe.  
Kouévi François, instituteur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de moniteur de 1<sup>re</sup> classe :*  
Mensah Yékplé Joseph, moniteur de 2<sup>e</sup> classe.  
Aqueréburu François, moniteur de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de moniteur de 2<sup>e</sup> classe :*  
Afoutou Maxime, moniteur de 3<sup>e</sup> classe.  
Houédako Ambroise, moniteur de 3<sup>e</sup> classe.

## b) Enseignement privé

*Pour le grade de moniteur de 2<sup>e</sup> classe :*  
Ajavon Meysan Fabien, moniteur de 3<sup>e</sup> classe.  
Quenum Pierre, moniteur de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de moniteur de 3<sup>e</sup> classe :*  
Kpotoufé Vincent, moniteur de 4<sup>e</sup> classe.  
Amouzou Gabriel, moniteur de 4<sup>e</sup> classe.  
Codjo Louis, moniteur de 4<sup>e</sup> classe.

## AGRICULTURE

*Pour le grade de moniteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe :*  
Eyébiyi Salomon, moniteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.  
Houénou Justin, moniteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de moniteur auxiliaire de 4<sup>e</sup> classe :*  
Akakpo Léonard, moniteur auxiliaire de 5<sup>e</sup> classe.  
Akakpo Cadjovi René, moniteur auxiliaire de 5<sup>e</sup> cl.  
Allagbo Thomas, moniteur auxiliaire de 5<sup>e</sup> classe.  
Tossou Michel, moniteur auxiliaire de 5<sup>e</sup> classe.  
Kouégan Ambroise, moniteur auxiliaire de 5<sup>e</sup> classe.  
Lawson Samuel, moniteur auxiliaire de 5<sup>e</sup> classe.  
Napprou Théophile, moniteur auxiliaire de 5<sup>e</sup> classe.

## DOUANES

*Pour le grade de commis de 3<sup>e</sup> classe :*  
Piétri Lazare, préposé de 1<sup>re</sup> classe.

*Pour le grade de préposé de 3<sup>e</sup> classe :*  
Ashiabor Daniel, préposé de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de préposé de 7<sup>e</sup> classe :*  
Byll Hilaire, préposé de 8<sup>e</sup> classe.  
Agbémégnan Jean, préposé de 8<sup>e</sup> classe.  
Fabre Henri, préposé de 8<sup>e</sup> classe.

## P. T. T.

*Pour le grade de commis de 1<sup>re</sup> classe :*  
Koffi Jacques, commis de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis de 4<sup>e</sup> classe :*  
Dos Reis Justin, commis de 5<sup>e</sup> classe.  
Ephoévi Charles, commis de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis de 7<sup>e</sup> classe :*  
Germa Bernard, commis de 8<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de facteur-chef de 3<sup>e</sup> classe :*  
Kimmakon Victor, facteur de 1<sup>re</sup> classe.  
Hunkpati John, facteur de 1<sup>re</sup> classe.  
Ayité Christophe, facteur de 1<sup>re</sup> classe.

*Pour le grade de surveillant de 3<sup>e</sup> classe :*  
Ahonon Bokohon, surveillant de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de surveillant de 6<sup>e</sup> classe :*  
Tétévi Marc, surveillant auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe.  
Ali Lantam, surveillant auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe.

## COMMIS D'ADMINISTRATION

*Pour le grade de commis d'administration principal de 5<sup>e</sup> classe :*  
de Souza Dominique, commis d'administration principal de 6<sup>e</sup> classe.  
Gnassounou Victor, commis d'administration principal de 6<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis d'administration principal de 6<sup>e</sup> classe :*

d'Almeida Hubert, commis d'administration de 1<sup>re</sup> cl.  
Akpáloo John, commis d'administration de 1<sup>re</sup> classe.  
Creppy Charles, commis d'administration de 1<sup>re</sup> cl.

*Pour le grade de commis d'administration de 3<sup>e</sup> cl. :*  
Kuadjovi Cadmus, commis d'administration de 4<sup>e</sup> cl.  
Davi Adolphe, commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe.  
Atayi Emmanuel, commis d'administration de 4<sup>e</sup> cl.  
Ajavon Blaise, commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe.  
Ajavon Adolphe, commis d'administration de 4<sup>e</sup> cl.  
Foly Joseph, commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe.  
Sanvee Emmanuel, commis d'administration de 4<sup>e</sup> cl.  
Dawson Jules, commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis d'administration de 4<sup>e</sup> cl. :*  
Foly Ambroise, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl. :*  
Aboki Walter, commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe.  
Eyébiyi Samuel, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl.  
Adouvi Charles, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl.  
Mébounou Michel, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl.  
Santos Paulin, commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl. :*  
Tsikplonou Mokli Gaston, commis d'administration de 7<sup>e</sup> classe.

Atikossi Ernest, commis d'administration de 7<sup>e</sup> cl.

## INTERPRÈTES

*Pour le grade d'interprète principal de 3<sup>e</sup> classe :*  
Kouévi Gabriel, interprète principal de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'interprète principal de 4<sup>e</sup> classe :*  
Yao Tiédre, interprète principal de 5<sup>e</sup> classe.

## INSPECTEURS AUXILIAIRES DE POLICE

*Pour le grade d'inspecteur auxiliaire de 6<sup>e</sup> classe :*  
Comlan Paulin, inspecteur auxiliaire de 7<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'inspecteur auxiliaire de 7<sup>e</sup> classe :*  
Ananou Maximin, inspecteur auxiliaire de 8<sup>e</sup> classe.  
Gnofam Mani Michel, inspecteur auxiliaire de 8<sup>e</sup> cl.

**SANTÉ**

*Pour le grade d'aide-médecin de 2<sup>e</sup> classe :*

Abalo Jean, aide-médecin de 3<sup>e</sup> classe.  
Vivodi Hermann, aide-médecin de 3<sup>e</sup> classe.  
de Souza Patrice, aide-médecin de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'aide-médecin de 3<sup>e</sup> classe :*  
de Souza Etienne, aide-médecin de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier-major de 2<sup>e</sup> classe :*  
Abbey William, infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe.  
Kouévi Laurent, infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe :*  
Akouété Jean, infirmier-major de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier-major de 4<sup>e</sup> classe :*  
Wood Anna, infirmière-major de 5<sup>e</sup> classe.  
Adjidoh Guillaume, infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe :*  
Agbaglah Jean, infirmier de 1<sup>re</sup> classe.  
Nyavor Pius, infirmier de 1<sup>re</sup> classe.  
Kingbo Georges, infirmier de 1<sup>re</sup> classe.  
Agegee Félix, infirmier de 1<sup>re</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier de 1<sup>re</sup> classe :*  
Nyavor Régina, infirmière de 2<sup>e</sup> classe.  
Abbey Robert, infirmier de 2<sup>e</sup> classe.  
Lawson Josias, infirmier de 2<sup>e</sup> classe.  
Massougbdji Bernard, infirmier de 2<sup>e</sup> classe.  
Lacé Jean, infirmier de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier de 2<sup>e</sup> classe :*  
Claude dit Régent, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.  
Mienso Ambroise, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.  
Panou Robert, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.  
Klutsé Paul, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.  
Kpodar Emile, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.  
Amétépé Louis, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.  
Anani Christophe, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.  
Adoté Vincent, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier de 3<sup>e</sup> classe :*  
Ahoyé Léonard, infirmier de 4<sup>e</sup> classe.  
Kpodar Justo, infirmier de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier de 4<sup>e</sup> classe :*  
Lawson Daniel, infirmier de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de garde d'hygiène de 1<sup>re</sup> classe :*

Cataria Joseph, garde d'hygiène de 2<sup>e</sup> classe.  
Tecco Justin, garde d'hygiène de 2<sup>e</sup> classe.  
Byll Barthélemy, garde d'hygiène de 2<sup>e</sup> classe.

**TRAVAUX PUBLICS****a) Ouvriers**

*Pour le grade de maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe :*  
Lantey Henri, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe.  
d'Almeida Léopold, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'ouvrier de 2<sup>e</sup> classe :*  
Etou Frantz, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe.  
Essé Kouassi, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe.  
Koussadja Binoh, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'ouvrier de 3<sup>e</sup> classe :*  
Kpakpo Gabriel, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe.

**b) Service automobile**

*Pour le grade de mécanicien-conducteur principal de 4<sup>e</sup> classe :*

Kouessivi François Simon, mécanicien-conducteur de 1<sup>re</sup> classe.

*Pour le grade de mécanicien-conducteur de 1<sup>re</sup> classe :*

Séwoavi Nicolas, mécanicien-conducteur de 2<sup>e</sup> cl.

*Pour le grade de mécanicien-conducteur de 3<sup>e</sup> classe :*

Yaovi Urbain, mécanicien-conducteur de 4<sup>e</sup> classe.

**c) T. S. F.**

*Pour le grade de commis T. S. F. de 6<sup>e</sup> cl. :*

Dahouénou Louis René, commis T. S. F. de 7<sup>e</sup> cl.

**CHEMINS DE FER ET WHARF**

*Pour le grade de chef de station de 2<sup>e</sup> classe :*

Jacobi Paul, chef de station de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de facteur-enregistreur de 2<sup>e</sup> classe :*

Byll Emmanuel, facteur-enregistreur de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de facteur-enregistreur de 3<sup>e</sup> classe :*

Barboza Pierre, facteur-enregistreur de 4<sup>e</sup> classe.  
Koutamé Jean, facteur-enregistreur de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de receveur de 3<sup>e</sup> classe :*

Dossah Louis, receveur de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de chef de train de 6<sup>e</sup> classe :*

Folikoué Robert, chef de train de 7<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de téléphoniste de 2<sup>e</sup> classe :*

Epaminondas Hippolyte, téléphoniste de 3<sup>e</sup> classe.  
Amouzou Abalo, téléphoniste de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'homme d'équipe de 3<sup>e</sup> classe :*

Mama Soukoum, homme d'équipe de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'aiguilleur de 1<sup>re</sup> classe :*

Odossama Djato, aiguilleur de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'aiguilleur de 4<sup>e</sup> classe :*

Lawson Léonard, aiguilleur de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de chef d'équipe de 5<sup>e</sup> classe :*

Akakpovi Mensah, chef d'équipe de 6<sup>e</sup> classe.  
Gazan Kloutsé, chef d'équipe de 6<sup>e</sup> classe.  
Dogbé Kloutsé, chef d'équipe de 6<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de pointeur de 4<sup>e</sup> classe :*

Koussawoo Antoine, pointeur de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de maître-ouvrier de 5<sup>e</sup> classe :*

Akomachry Marcellin Hyacinthe, maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe.

Ruffino Paul, maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'ouvrier de 1<sup>re</sup> classe :*

Abbey Anathévi Isaac, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe.  
Kokou Michel, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe.  
Amadou William, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe.  
Adotévi Joseph, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'ouvrier de 2<sup>e</sup> classe :*

Akakpovi Louis, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'ouvrier de 4<sup>e</sup> classe :*

Agbémébia Anani, ouvrier de 5<sup>e</sup> classe.  
Agbada Amouzou, ouvrier de 5<sup>e</sup> classe.  
Nyirofou Abalo, ouvrier de 5<sup>e</sup> classe.  
Adovi Aloys, ouvrier de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'ouvrier de 5<sup>e</sup> classe :*

Kpoclo Codjovi, ouvrier de 6<sup>e</sup> classe.  
Aménouvékou Martin, ouvrier de 6<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de second-maître*

Tossou Kossahoun, quartier-maître.  
Kagni Amoussou, quartier-maître.  
Todédjroapou Mihéaye, quartier-maître.



**Promotions**

Par arrêté n° 7 du :

6 janvier 1942. — Sont promus, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1942, dans le personnel indigène des cadres locaux du Togo :

**1<sup>re</sup> — SANTÉ**

*Au grade d'aide-médecin de 2<sup>e</sup> classe :*

Aballo Jean, aide-médecin de 3<sup>e</sup> classe.  
Vivodi Hermann, aide-médecin de 3<sup>e</sup> classe.  
de Souza Patrice, aide-médecin de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'aide-médecin de 3<sup>e</sup> classe :*  
de Souza Etienne, aide-médecin de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 2<sup>e</sup> classe :*  
Abbey William, infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe.  
Kouévi Laurent, infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe :*  
Akouété Jean, infirmier-major de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 4<sup>e</sup> classe :*  
Wood Anna, infirmière-major de 5<sup>e</sup> classe.  
Adjidoh Guillaume, infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe :*  
Agbaglah Jean, infirmier de 1<sup>re</sup> classe.  
Nyavor Pius, infirmier de 1<sup>re</sup> classe.  
Kingbo Georges, infirmier de 1<sup>re</sup> classe.  
Agegee Félix, infirmier de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade d'infirmier de 1<sup>re</sup> classe :*  
Nyavor Régina, infirmière de 2<sup>e</sup> classe.  
Abbey Robert, infirmier de 2<sup>e</sup> classe.  
Lawson Josias, infirmier de 2<sup>e</sup> classe.  
Massougbedji Bernard, infirmier de 2<sup>e</sup> classe.  
Lacé Jean, infirmier de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier de 2<sup>e</sup> classe :*  
Claude dit Regent, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.  
Mienso Ambroise, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.  
Panou Robert, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.  
Klutsé Paul, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.  
Kpodar Emile, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.  
Amétépé Louis, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.  
Anani Christophe, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.  
Adoté Vincent, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier de 3<sup>e</sup> classe :*  
Ahoyé Léonard, infirmier de 4<sup>e</sup> classe.  
Kpodar Justo, infirmier de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier de 4<sup>e</sup> classe :*  
Lawson Daniel, infirmier de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade de garde d'hygiène de 1<sup>re</sup> classe :*  
Cataria Joseph, garde d'hygiène de 2<sup>e</sup> classe.  
Tecco Justin, garde d'hygiène de 2<sup>e</sup> classe.  
Byll Barthélemy, garde d'hygiène de 2<sup>e</sup> classe.

**2<sup>e</sup> — ENSEIGNEMENT****a) Enseignement officiel**

*Au grade d'instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe :*  
Ekoué Pierre, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade d'instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe :*  
Kpodar Louis, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe.  
de Médeiros Jean, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe :*  
Samuel Abraham, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe.  
Colley Augustin, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe.  
Moreira Benoît, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe :*

Ayivi Abraham, instituteur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe.  
Akouété Adoté Jean, instituteur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe.  
Kouévi François, instituteur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur de 1<sup>re</sup> classe :*

Mensah Yékplé Joseph, moniteur de 2<sup>e</sup> classe.  
Aqueréburn François, moniteur de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur de 2<sup>e</sup> classe :*

Afontou Maxime, moniteur de 3<sup>e</sup> classe.  
Honédako Ambroise, moniteur de 3<sup>e</sup> classe.

**b) Enseignement privé**

*Au grade de moniteur de 2<sup>e</sup> classe :*

Ajavon Meysan Fabien, moniteur de 3<sup>e</sup> classe.  
Quenum Pierre, moniteur de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur de 3<sup>e</sup> classe :*

Kpotufé Vincent, moniteur de 4<sup>e</sup> classe.  
Amouzou Gabriel, moniteur de 4<sup>e</sup> classe.  
Codjo Louis, moniteur de 4<sup>e</sup> classe.

**3<sup>e</sup> — AGRICULTURE**

*Au grade de moniteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe :*

Eyébeyi Salomon, moniteur-auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.  
Houénou Justin, moniteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur auxiliaire de 4<sup>e</sup> classe :*

Akakpo Léonard, moniteur auxiliaire de 5<sup>e</sup> classe.  
Akakpo Cadjovi René, moniteur auxiliaire de 5<sup>e</sup> cl.  
Allagbo Thomas, moniteur auxiliaire de 5<sup>e</sup> classe.  
Tossou Michel, moniteur auxiliaire de 5<sup>e</sup> classe.  
Kouégan Ambroise, moniteur auxiliaire de 5<sup>e</sup> cl.  
Lawson Samuel, moniteur auxiliaire de 5<sup>e</sup> classe.  
Nappron Théophile, moniteur auxiliaire de 5<sup>e</sup> cl.

**4<sup>e</sup> — DOUANES**

*Au grade de commis de 3<sup>e</sup> classe :*

Piétré Lazare, préposé de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade de préposé de 3<sup>e</sup> classe :*

Ashiabor Daniel, préposé de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de préposé de 7<sup>e</sup> classe :*

Byll Hilaire, préposé de 8<sup>e</sup> classe.  
Agbémégnan Jean, préposé de 8<sup>e</sup> classe.  
Fabre Henri, préposé de 8<sup>e</sup> classe.

**5<sup>e</sup> — P. T. T.**

*Au grade de commis de 1<sup>re</sup> classe :*

Koffi Jacques, commis de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis de 4<sup>e</sup> classe :*

Dos Reis Justin, commis de 5<sup>e</sup> classe.  
Ephoévi Charles, commis de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis de 7<sup>e</sup> classe :*

Germa Bernard, commis de 8<sup>e</sup> classe.

*Au grade de facteur-chef de 3<sup>e</sup> classe :*

Kimmakon Victor, facteur de 1<sup>re</sup> classe.  
Hunkpati John, facteur de 1<sup>re</sup> classe.  
Ayité Christophe, facteur de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade de surveillant de 3<sup>e</sup> classe :*

Ahonon Bokonon, surveillant de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de surveillant de 6<sup>e</sup> classe :*

Tétévi Marc, surveillant auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe.  
Ali Lantam, surveillant auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe.

**6<sup>e</sup> — COMMIS D'ADMINISTRATION**

*Au grade de commis d'administration ppal. de 5<sup>e</sup> cl. :*  
de Souza Dominique, commis d'administration principal de 6<sup>e</sup> classe.

Gnassounou Victor, commis d'administration principal de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis d'administration ppal. de 6<sup>e</sup> cl. :*  
d'Almeida Hubert, commis d'administration de 1<sup>re</sup> cl.  
Akpalo John, commis d'administration de 1<sup>re</sup> classe.  
Creppy Charles, commis d'administration de 1<sup>re</sup> cl.

*Au grade de commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe :*  
Kudjovi Cadmus, commis d'administration de 4<sup>e</sup> cl.  
Davi Adolphe, commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe.  
Atayi Emmanuel, commis d'administration de 4<sup>e</sup> cl.  
Ajavon Blaise, commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe.  
Ajavon Adolphe, commis d'administration de 4<sup>e</sup> cl.  
Foly Joseph, commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe.  
Sanvee Emmanuel, commis d'administration de 4<sup>e</sup> cl.  
Dawson Jules, commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe :*  
Foly Ambroise, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe :*  
Aboki Walter, commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe.  
Eyébiyi Samuel, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl.  
Adouvi Charles, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl.  
Mébounou Michel, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl.

*Au grade de commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe :*  
Tsikplonou Mokli Gaston, commis d'administration de 7<sup>e</sup> classe.

Atikossi Ernest, commis d'administration de 7<sup>e</sup> cl.

#### 7. — INTERPRETES

*Au grade d'interprète principal de 3<sup>e</sup> classe :*  
Kouévi Gabriel, interprète principal de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'interprète principal de 4<sup>e</sup> classe :*  
Yao Tiédre, interprète principal de 5<sup>e</sup> classe.

#### 8. — INSPECTEURS AUXILIAIRES DE POLICE

*Au grade d'inspecteur auxiliaire de 6<sup>e</sup> classe :*  
Comlan Paulin, inspecteur auxiliaire de 7<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'inspecteur auxiliaire de 7<sup>e</sup> classe :*  
Ananou Maximin, inspecteur auxiliaire de 8<sup>e</sup> classe.  
Gnofam Mani Michel, inspecteur auxiliaire de 8<sup>e</sup> cl.

#### 9. — TRAVAUX PUBLICS

##### a) Ouvriers

*Au grade de maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe :*  
Lantey Henri, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe.  
d'Almeida Léopold, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 2<sup>e</sup> classe :*  
Etou Frantz, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe.  
Essé Kouassi, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe.  
Koussadja Binoh, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 3<sup>e</sup> classe :*  
Kpakpo Gabriel, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe.

##### b) Service automobile

*Au grade de mécanicien-conducteur principal de 4<sup>e</sup> cl. :*  
Kouessivi François Simon, mécanicien-conducteur de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade de mécanicien-conducteur de 1<sup>re</sup> classe :*  
Séwoavi Nicolas, mécanicien-conducteur de 2<sup>e</sup> cl.

*Au grade de mécanicien-conducteur de 3<sup>e</sup> classe :*  
Yaovi Urbain, mécanicien-conducteur de 4<sup>e</sup> classe.

##### c) T. S. F.

*Au grade de commis T. S. F. de 6<sup>e</sup> classe :*  
Dahouénou Louis René, commis T. S. F. de 7<sup>e</sup> cl.

#### 10. — CHEMINS DE FER ET WHARF

*Au grade de chef de station de 2<sup>e</sup> classe :*  
Jacobi Paul, chef de station de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de facteur-enregistreur de 2<sup>e</sup> classe :*  
Byll Emmanuel, facteur-enregistreur de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de facteur-enregistreur de 3<sup>e</sup> classe :*  
Barboza Pierre, facteur-enregistreur de 4<sup>e</sup> classe.  
Koutamé Jean, facteur-enregistreur de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de receveur de 3<sup>e</sup> classe :*  
Dossah Louis, receveur de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef de train de 6<sup>e</sup> classe :*  
Folikoué Robert, chef de train de 7<sup>e</sup> classe.

*Au grade de téléphoniste de 2<sup>e</sup> classe :*  
Epaminondas Hippolyte, téléphoniste de 3<sup>e</sup> classe.  
Amouzou Abalo, téléphoniste de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'homme d'équipe de 3<sup>e</sup> classe :*  
Mama Soukoum, homme d'équipe de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'aiguilleur de 1<sup>re</sup> classe :*  
Odossama Djato, aiguilleur de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'aiguilleur de 4<sup>e</sup> classe :*  
Lawson Léonard, aiguilleur de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef d'équipe de 5<sup>e</sup> classe :*  
Akakpovi Mensah, chef d'équipe de 6<sup>e</sup> classe.  
Gazan Kloutsé, chef d'équipe de 6<sup>e</sup> classe.  
Dogbé Kloutsé, chef d'équipe de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade de pointeur de 4<sup>e</sup> classe :*  
Koussawoo Antoine, pointeur de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade de maître-ouvrier de 5<sup>e</sup> classe :*  
Akomachry Marcellin Hyacinthe, maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe.  
Ruffino Paul, maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 1<sup>re</sup> classe :*  
Abbey Anathévi Isaac, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe.  
Kokou Michel, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe.  
Amadou William, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe.  
Adotévi Joseph, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 2<sup>e</sup> classe :*  
Akakpovi Louis, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 4<sup>e</sup> classe :*  
Agbémébia Anani, ouvrier de 5<sup>e</sup> classe.  
Agbada Amouzou, ouvrier de 5<sup>e</sup> classe.  
Nyirofou Abalo, ouvrier de 5<sup>e</sup> classe.  
Adovi Aloys, ouvrier de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 5<sup>e</sup> classe :*  
Kpoclo Codjovi, ouvrier de 6<sup>e</sup> classe.  
Aménouvékou Martin, ouvrier de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade de second-maître :*  
Tossou Kossahoun, quartier-maître.  
Kagni Amoussou, quartier-maître.  
Todédjroapou Mihéaye, quartier-maître.

#### Révocation

Par arrêté n° 11 du :  
7 janvier 1942. — Le planton de 5<sup>e</sup> classe Togbé Daniel est révoqué de ses fonctions, pour abandon de poste, pour compter du 2 décembre 1941.

#### Agents auxiliaires

##### Démission

Par décision n° 11 du :  
4 janvier 1942. — Est acceptée pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1942, la démission de leur emploi offerte par les agents auxiliaires dont les noms suivent :  
Légbadi, Sagbo Antoine.

**Licenciements**

Par décision n° 911 du :  
29 décembre 1941. — Est licencié de son emploi pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1941, l'agent auxiliaire Akakpo Adensi pour retard injustifié à rejoindre son poste.

Par décision n° 916 du :  
31 décembre 1941. — Le mécanicien-conducteur auxiliaire Kouassi Obogbo est licencié de son emploi pour compter de la date de la signature de la présente décision.

Par décision n° 9 du :  
4 janvier 1942. — L'agent auxiliaire Koffi Raphaël mécanicien-conducteur est licencié de son emploi pour abandon de poste à compter du 23 décembre 1941.

**DIVERS****Avances de solde**

Par décision n° 2 du :  
3 janvier 1942. — Une avance de solde d'Europe de deux mois soit : MILLE SEPT CENT CINQUANTE FRANCS (1.750 frs.) est accordée à M. Gablin Maurice, ouvrier d'art de 4<sup>e</sup> classe du cadre local des travaux publics du Togo.

Par décision n° 34 du :  
8 janvier 1942. — Une avance de solde de deux mois soit : SEPT CENTS FRANCS (700 frs.) est accordée à M. Capochichi, commis d'administration stagiaire (1<sup>er</sup> échelon).

Cette avance de solde sera remboursable par quart.

**Bourses**

**RECTIFICATIF à l'article 2 de l'arrêté n° 145 du 19 mars 1940 accordant une bourse d'études dans la métropole.**

*Au lieu de :*

ART. 2. — Cette bourse est payable par l'intermédiaire du service administratif colonial du ministère des colonies, directement à l'étudiant, sur présentation d'un certificat d'assiduité au cours, à raison de 916,66 par mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1940 jusqu'au 30 juin 1940.

*Lire :*

ART. 2. — Cette bourse est payable par l'intermédiaire du service administratif colonial, directement à l'étudiant, sur présentation d'un certificat d'assiduité au cours, à raison de 916,66 par mois.

**Commission**

Par décision n° 919 du :  
31 décembre 1941. — La commission centrale visée par l'article 3 de l'arrêté n° 653 du 20 novembre 1941, composée comme suit, se réunira sur la convocation de son président pour fixer les notes de mérite et proposer les gratifications à accorder au personnel en service au réseau du chemin de fer du Togo pendant l'année 1941 :

M. Garnier, ingénieur principal des travaux publics, chef du service des travaux publics et des mines du Togo	<b>Président</b>
M.M. Lauqué, adjoint principal de classe exceptionnelle des services civils des colonies, adjoint au chef du bureau des services financiers,	<b>Membres</b>
Dégoul, commis des services civils des colonies, chef de la section du personnel,	

M. Laugier, ingénieur de 4<sup>e</sup> classe des travaux publics, adjoint au directeur du réseau des chemins de fer du Togo.

**Membre**

M. Bonnard, chef du bureau de la comptabilité-finances du réseau

**Rapporteur.**

**Débet**

Par arrêté n° 782 du :  
30 décembre 1941. — Le nommé Nam Tchougli, ex-chef du canton de Nakitindi-Laré (subdivision autonome de Mango), est déclaré en débet envers le Territoire d'une somme de deux mille cent neuf frs. (2.109 francs).

**Délégation de signature**

Par décision n° 7 du :  
4 janvier 1942. — M. Laugier Maurice, ingénieur de 4<sup>e</sup> classe des colonies, adjoint au directeur du réseau, est délégué pour la signature des pièces comptables du budget annexe du chemin de fer et du wharf du Togo, pendant l'absence de M. Garnier.

**Enseignement**

Par arrêté n° 787 du :  
3 décembre 1941. — Le montant des allocations de nourriture et d'entretien des élèves du cours supérieur d'Atakpamé et de l'école professionnelle de Sokodé pour l'année 1942 est fixé comme suit :

Atakpamé	nourriture	2 frs.
	entretien	1 fr.
Sokodé	nourriture	3 frs.
	entretien	1 fr.

**Libération conditionnelle**

Par arrêté n° 777 du :  
30 décembre 1941. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu Ali Takatsé, condamné à 7 ans de prison par jugement n° 11 du 28 novembre 1936 du tribunal criminel de Sokodé pour coups ayant entraîné la mort sans intention de la donner.

**Licences**

Par arrêté n° 5 du :  
6 janvier 1942. — Sont accordées pour l'année 1942 des licences aux sociétés et particuliers ci-après désignés :

**CERCLE DE LOMÉ****Licence de 1<sup>re</sup> classe :**

Compagnie Française de l'Afrique Occidentale	1 à Lomé
United Africa Company Limited	1 à Lomé
John Holt & Company Limited	1 à Lomé
Société Anonyme G. B. Ollivant	1 à Lomé
Société Commerciale de l'Ouest Africain	1 à Lomé
Société Générale du Golfe de Guinée	1 à Lomé

**Licence de 2<sup>e</sup> classe :**

Hôtel de France (Archambeau)	1 à Lomé
Hôtel du Golfe (Minetto)	1 à Lomé
Peter Adjangba	1 à Lomé
Albert John Mensah	1 à Lomé
Lucas Senayah	1 à Lomé

**Licence de 3<sup>e</sup> classe :**

Compagnie Française de l'Afrique Occidentale	1 à Lomé
Compagnie Française de l'Afrique Occidentale	1 à Tsévié

Compagnie Française de l'Afrique Occidentale	1 à Assahoun
United Africa Company	1 à Lomé
United Africa Company	1 à Assahoun
Société Commerciale de l'Ouest Africain	1 à Lomé
Madame Marguerite Sanvee	1 à Lomé
Madame Dédé Occansey	1 à Lomé
Aloysius Torko	1 à Lomé
Christian Léo Kuakivi	1 à Lomé
Laurent Gokar	1 à Assahoun

**CERCLE D'ANÉCHO**  
*Licence de 3<sup>e</sup> classe :*

Compagnie Française de l'Afrique Occidentale	1 à Anécho
Société Commerciale de l'Ouest Africain	1 à Anécho
Elie Mijaullacé	1 à Anécho

**CERCLE DU CENTRE**  
*Licence de 3<sup>e</sup> classe :*

Compagnie Française de l'Afrique Occidentale	1 à Atakpamé
Compagnie Française de l'Afrique Occidentale	1 à Palimé
Société Commerciale de l'Ouest Africain	1 à Atakpamé
Société Commerciale de l'Ouest Africain	1 à Palimé
Société Générale du Golfe de Guinée	1 à Atakpamé
Paul Dossou	1 à Palimé
Charles Jibidar	1 à Palimé
Alex Kueviakoé	1 à Agou-Gare
Jonathan Djokoto	1 à Kpélé-Elé

**Pensions — Retraite**

Par arrêté n° 726 du :

24 décembre 1941. — Sont accordées les pensions ci-après aux gardes de cercle dont les noms suivent admis à faire valoir leurs droits à la retraite :

Pension pour ancienneté de service, au taux annuel de Quatre cent vingt francs (420 frs.) avec jouissance du 1<sup>er</sup> août 1941, au garde de 2<sup>e</sup> classe Betti, N° Mle 446, né vers 1894 à Bassari (cercle de Sokodé), 25 ans, 9 mois, 17 jours de services effectifs ;

Pension proportionnelle au taux annuel de Trois cent quarante-deux frs. cinquante cmes. (342 frs., 50) avec jouissance du 1<sup>er</sup> juillet 1940, au garde de 2<sup>e</sup> cl. Ouaron-Dou, N° Mle G/655/A. T., né vers 1898 à Cambolé (cercle de Sokodé), 17 ans, 6 mois, 27 jours de services effectifs ;

Pension proportionnelle au taux annuel de Trois cent quarante-deux frs. cinquante cmes. (342 frs., 50) avec jouissance du 1<sup>er</sup> mai 1940, au garde de 2<sup>e</sup> cl. Orou Gambari, N° Mle 1086, né vers 1899 à Tévia-Niassy (cercle de Borgou — Dahomey), 17 ans, 10 m., 28 jours de services effectifs.

Par arrêté n° 727 du :

24 décembre 1941. — Les allocations de retraite suivantes sont accordées aux agents des cadres locaux indigènes ci-après :

1<sup>o</sup> — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de Deux mille cent francs (2.100 frs.) avec indemnités pour charges de famille, à M. Dariki Pedro, ouvrier de 1<sup>re</sup> classe des travaux publics, né à Lomé (Togo) le 13 juin 1874, 36 ans, 5 mois, 15 jours de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 27 septembre 1941.

2<sup>o</sup> — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de Mille quatre-vingt-un frs. (1.081 frs.) à M. Amétépé Aloysius, ouvrier de 5<sup>e</sup> cl. des travaux publics, né à Togoville (Togo) vers 1886, 34 ans, 1 mois de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 27 septembre 1941.

3<sup>o</sup> — Allocation de retraite proportionnelle au taux annuel de Neuf cent quarante-cinq frs. (945 frs.) à M. Chécouvi Louis, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe des travaux publics, né à Anécho (Togo) vers 1895, 25 ans, 1 m. de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 10 septembre 1941.

4<sup>o</sup> — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de Deux mille huit cent dix-sept francs (2.817 frs.) à M. Ayité Samson, maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe des chemins de fer, né à Anécho (Togo) le 3 juin 1886, 35 ans, 1 mois, 23 jours de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1941.

5<sup>o</sup> — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de Mille sept cent soixante-dix francs (1.770 frs.) avec indemnités pour charges de famille, à M. Adenka Athanasius, ouvrier de 2<sup>e</sup> cl. des chemins de fer, né à Agoué (Dahomey) le 4 janvier 1886, 32 ans, 6 mois, 27 jours de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1941.

6<sup>o</sup> — Allocation de retraite proportionnelle au taux annuel de Trois mille neuf cent cinquante-cinq francs (3.955 frs.) avec indemnités pour charges de famille, à M. Freitas Jean, chef-mécanicien de 1<sup>re</sup> classe des chemins de fer, né à Agoué (Dahomey) le 3 août 1880, 28 ans, 1 mois, 29 jours de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1941.

La dépense résultant du paiement des allocations ci-dessus concédées et des indemnités pour charges de famille y afférentes est imputable pour les trois premiers au budget local et pour les trois autres (n° 4 à 6) au budget annexe du chemin de fer et du wharf.

**Prorogation de crédits**

Par arrêté n° 3 du :

4 janvier 1942. — Est prorogée jusqu'au 28 février 1942 la période pendant laquelle pourront se consommer les frais de dépenses afférents aux travaux ci-après désignés :

**CHAPITRE XI-3-1**

*Subdivision des travaux publics du Sud*  
**Aménagement puits Tchékpo-Dédékpô.**

**Société**

Par arrêté n° 775 du :

29 décembre 1941. — Est autorisée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la création d'une société musicale dénommée « Fanfare Anthony », dont le siège est à Lomé, rue d'Amoutivé.

Sont approuvés les statuts de cette société tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

**Subvention**

Par décision n° 912 du :

29 décembre 1941. — Une subvention de DEUX MILLE FRANCS (2.000 frs.) est accordée à la société musicale « Fanfare Anthony » ayant son siège à Lomé.

**Surveillance des prix**

Séance du 23 décembre 1941

**S. C. O. A.**

	Frs
<i>Jambon salé</i> — Le kilo . . . . .	94,—
<i>Poitrine salée</i> — Le kilo . . . . .	56,90
<i>Saucisson (pur porc)</i> — Le kilo . . . . .	118,—
<i>Pâté « Géo »</i> — La boîte . . . . .	10,40
<i>Pâté « Allo »</i> — La boîte . . . . .	9,—
<i>Tripes</i> — La boîte . . . . .	45,25

**S. G. G. G.**

<i>Enveloppes pour vélos</i> — La pièce . . . . .	50,—
<i>Chambres à air pour vélos</i> — La pièce . . . . .	19,25

Séance du 4 janvier 1942

**C<sup>te</sup> F. A. O.**

<i>Apéritif « Dubonnet »</i> — La bouteille . . . . .	36,—
<i>Carbozine</i> — Le bidon de 25 kilos . . . . .	250,—
<i>Sel gros</i> — Le kilo . . . . .	2,—

**G. B. O.**

<i>Bleu « Guinet »</i> — Le carton . . . . .	49,—
<i>Champagne « Moët &amp; Chandon » :</i>	
<i>Marque « White Star »</i> — La bouteille . . . . .	65,—
<i>Marque « Grand Cément »</i> — La bouteille . . . . .	75,—
<i>Marque « Brut-Impérial »</i> — La bouteille . . . . .	110,—
<i>Chambres à air « Dunlop » pour vélos :</i>	
La pièce . . . . .	22,—
<i>Enveloppes « Dunlop » pour vélos</i> — La pièce . . . . .	46,—
<i>Montres chromées « Gété »</i> — La pièce . . . . .	700,—
<i>Montres chromées « Apic »</i> — La pièce . . . . .	600,—

**U. A. G.**

<i>Bicyclettes « Hermes »</i> — La pièce (sans pneus ni chambre à air) . . . . .	1.475,—
<i>Chambres à air « Dunlop » pour vélos :</i>	
La pièce . . . . .	27,—
<i>Enveloppes « Dunlop » pour vélos</i> — La pièce . . . . .	60,—
<i>Vin de liqueur « Banyuls »</i> — La bouteille . . . . .	50,—
<i>Vin rouge du Midi</i> — Le litre nu . . . . .	9,75
<i>Chaux vive</i> — Le fût de 200 kg . . . . .	550,—
<i>Quinine</i> — La boîte de 100 cachets . . . . .	66,—

**Témoignage officiel**

Par décision n° 4 du :

4 janvier 1942. — Un témoignage officiel de satisfaction est accordé à M. Knill, conducteur principal de 1<sup>re</sup> classe des travaux agricoles et forestiers.

A très efficacement aidé le service de la trypanosomiase dans l'exécution et le développement des mesures de prophylaxie agronomique.

Par décision n° 5 du :

4 janvier 1942. — Un témoignage officiel de satisfaction est accordé à M. Chabanon, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies.

Administrateur-adjoint des colonies qui n'a jamais, au cours de 2 séjours à Lama-Kara, ménagé son aide active au service de la trypanosomiase, que ce soit pour l'édification des centres de traitements ou pour les rassemblements des collectivités à prospecter ou à traiter.

**Terrains domaniaux**

Par arrêté n° 730 du :

24 décembre 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Ayikoe Téko, charpentier auxiliaire à Sokodé, d'un terrain domanial de la contenance de

6 ares 12 centiares, sis à Sokodé, cercle de Sokodé, constituant le lot n° 3 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé, volume I, n° 31 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Cinq cent vingt-cinq francs.

Par arrêté n° 731 du :

24 décembre 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Michel Kouassi, infirmier vétérinaire à Sokodé, d'un terrain domanial de la contenance de 6 ares 12 centiares, sis à Sokodé, cercle de Sokodé, constituant le lot n° 4 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé, volume I, n° 31 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Cinq cent vingt-cinq francs.

Par arrêté n° 732 du :

24 décembre 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Duéga Joseph, commis d'administration à Mango, d'un terrain domanial de la contenance de 6 ares 12 centiares, sis à Sokodé, cercle de Sokodé, constituant le lot n° 23 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé, volume I, n° 31 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Mille trois cent cinquante francs.

Par arrêté n° 733 du :

24 décembre 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Séverin Aclinou, commerçant à Sokodé, d'un terrain domanial de la contenance de 6 ares 12 centiares, sis à Sokodé, cercle de Sokodé, constituant le lot n° 28 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé, volume I, n° 31 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Cinq cent vingt-cinq francs.

Par arrêté n° 734 du :

24 décembre 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Achille Houngues, commerçant à Sokodé, d'un terrain domanial de la contenance de 6 ares 12 centiares, sis à Sokodé, cercle de Sokodé, constituant le lot n° 30 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé, volume I, n° 31 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Cinq cent vingt-cinq francs.

Par arrêté n° 735 du :

24 décembre 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Anani Christophe, commerçant à Sokodé, d'un terrain domanial de la contenance de 6 ares 12 centiares, sis à Sokodé, cercle de Sokodé, constituant le lot n° 31 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé, volume I, n° 31 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Cinq cent vingt-cinq francs.

Par arrêté n° 736 du :

24 décembre 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Bégnon Clément, commerçant à Sokodé, d'un terrain domanial de la contenance de 6 ares 12 centiares, sis à Sokodé, cercle de Sokodé, constituant le lot n° 32 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé, volume I, n° 31 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Cinq cent vingt-cinq francs.



Par arrêté n° 737 du :

24 décembre 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Améganvi Gérard, employé de commerce à Sokodé, d'un terrain domanial de la contenance de 6 ares 12 centiares, sis à Sokodé, cercle de Sokodé, constituant le lot n° 35 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé, volume I, n° 31 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Cinq cent vingt-cinq francs.

Par arrêté n° 738 du :

24 décembre 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Tossou Abalo, commis d'administration à Sokodé, d'un terrain domanial de la contenance de 6 ares 12 centiares, sis à Sokodé, cercle de Sokodé, constituant le lot n° 37 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé, volume I, n° 31 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Cinq cent vingt-cinq francs.

Par arrêté n° 739 du :

24 décembre 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Laclé Antoine, garde d'hygiène à Sokodé, d'un terrain domanial de la contenance de 6 ares 12 centiares, sis à Sokodé, cercle de Sokodé, constituant le lot n° 38 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé, volume I, n° 31 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Cinq cent vingt-cinq francs.

Par arrêté n° 740 du :

24 décembre 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Issifou, cultivateur à Sokodé, d'un terrain domanial de la contenance de 6 ares 12 centiares, sis à Sokodé, cercle de Sokodé, constituant le lot n° 40 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé, volume I, n° 31 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Mille deux cents francs.

Par arrêté n° 741 du :

24 décembre 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Achille Houngues François, employé à la R. Eychenne à Lomé, d'un terrain domanial de la contenance de 6 ares 12 centiares, sis à Sokodé, cercle de Sokodé, constituant le lot n° 41 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé, volume I, n° 31 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Deux mille francs.

Par arrêté n° 742 du :

24 décembre 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Pognon Michel, instituteur à Sokodé, d'un terrain domanial de la contenance de 6 ares 12 centiares, sis à Sokodé, cercle de Sokodé, constituant le lot n° 42 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé, volume I n° 31 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Trois mille francs.

Par arrêté n° 743 du :

24 décembre 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Fiawoo Edmond, commerçant à Sokodé, d'un terrain domanial de la contenance de 6 ares 12 centiares, sis à Sokodé, cercle de Sokodé,

constituant le lot n° 43 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé, volume I, n° 31 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Mille vingt-cinq francs.

Par arrêté n° 744 du :

24 décembre 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Jules Moustapha, commerçant à Bafilo, d'un terrain domanial de la contenance de 6 ares 12 centiares, sis à Sokodé, cercle de Sokodé, constituant le lot n° 44 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé, volume I, n° 31 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Mille cinq cents francs.

Par arrêté n° 745 du :

24 décembre 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Amarin Alfred, commerçant à Sokodé, d'un terrain domanial de la contenance de 6 ares 12 centiares, sis à Sokodé, cercle de Sokodé, constituant le lot n° 45 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé, volume I, n° 31 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Trois mille deux cents francs.

Par arrêté n° 746 du :

24 décembre 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Gideon Fiawoo, commerçant à Sokodé, d'un terrain domanial de la contenance de 6 ares 12 centiares, sis à Sokodé, cercle de Sokodé, constituant le lot n° 49 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé, volume I, n° 31 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Cinq mille trois cent cinquante francs.

Par arrêté n° 747 du :

24 décembre 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Adjangba Marc, infirmier à Sokodé, d'un terrain domanial de la contenance de 9 ares 81 centiares, sis à Sokodé, cercle de Sokodé, constituant le lot n° 62 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé, volume I, n° 31 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Quatre cent vingt-cinq francs.

Par arrêté n° 748 du :

24 décembre 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Antoine Sanlevo, commis d'administration au cercle de Sokodé, d'un terrain domanial de la contenance de 9 ares 81 centiares, sis à Sokodé, cercle de Sokodé, constituant le lot n° 63 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé, volume I, n° 31 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Quatre cent vingt-cinq francs.

Par arrêté n° 749 du :

24 décembre 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Kpadenou Robert, charpentier auxiliaire au cercle de Sokodé, d'un terrain domanial de la contenance de 9 ares 81 centiares, sis à Sokodé, cercle de Sokodé, constituant le lot n° 64 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé, volume I, n° 31 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Quatre cent vingt-cinq francs.

Par arrêté n° 750 du :

24 décembre 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Kouassi Bernard, commis aux travaux publics à Sokodé, d'un terrain domanial de la contenance de 9 ares 81 centiares, sis à Sokodé, cercle de Sokodé, constituant le lot n° 65 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé, volume I, n° 31 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Quatre cent vingt-cinq francs.

Par arrêté n° 751 du :

24 décembre 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire à la dame Aquéréburu Fiawoo, sans profession, domiciliée à Sokodé, d'un terrain domanial de la contenance de 10 ares 20 centiares, sis à Sokodé, cercle de Sokodé, constituant le lot n° 67 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé, volume I, n° 31 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Quatre cent vingt-cinq francs.

Par arrêté n° 752 du :

24 décembre 1941. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Laurence Dogbé, commerçant domicilié à Sokodé, d'un terrain domanial de la contenance de 9 ares 81 centiares, sis à Sokodé, cercle de Sokodé, constituant le lot n° 71 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé, volume I, n° 31 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Quatre cent vingt-cinq francs.

## Textes publiés à titre d'information

### Station climatique

ARRETE N° 4425 portant ouverture d'une station climatique.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française, et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant le haut-commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies, et tous actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 17 mai 1922 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des cadres communs et locaux de l'Afrique occidentale française et tous actes modificatifs subséquents;

Vu les télégrammes officiels (colonies) n° 950 du 17 avril 1941 et n° 2151 du 28 juillet 1941;

Vu la circulaire n° 4-4/p. s. s. du 25 avril 1941 du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu l'urgence et sous réserve de l'approbation en commission permanente du conseil de gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La station climatique de Dalaba (Guinée française) sera ouverte chaque année du 1<sup>er</sup> novembre au 30 juin comme établissement de convalescents, assimilé à un établissement hospitalier.

Cette station est destinée à recevoir :

1° — les fonctionnaires européens et les membres de leur famille fatigués par un séjour colonial d'une durée égale ou supérieure à la durée réglementaire;

2° — les fonctionnaires qui, à leur sortie de l'hôpital, ne sont pas en état de reprendre immédiatement leur service;

3° — les particuliers à leurs frais (commerçants, industriels et colons) affaiblis par un séjour colonial de plus de deux ans;

4° — éventuellement les personnels de l'Etat et les membres de leur famille d'après les instructions des secrétariats d'Etat intéressés.

Les convalescents de maladies contagieuses ne peuvent être reçus que s'ils ne sont pas susceptibles d'être agents de contagion.

ART. 2. — La station climatique de Dalaba est exploitée au régime de l'entreprise par la Compagnie des Chargeurs Réunis conformément aux clauses et conditions d'une convention.

Elle relève de l'autorité du gouverneur de la Guinée pour tout ce qui concerne la répartition des personnes à admettre, les conditions particulières d'admission et de séjour ainsi que le contrôle administratif et le service médical.

La durée du séjour à la station de Dalaba ne peut en aucun cas être supérieure à deux mois.

ART. 3. — Dans chaque colonie de la fédération les personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, susceptibles d'être envoyées à Dalaba, sont présentées sur leur demande par le médecin-traitant devant le conseil de santé de la colonie qui, après étude du dossier médical, statue sur le bien-fondé de la demande, fixe les indications et contre-indications médicales, la durée du séjour, le cas échéant, le traitement à suivre et établit l'ordre de priorité.

Les dossiers médicaux agréés par les conseils de santé locaux sont adressés, par courrier-avion, au gouverneur de la Guinée qui les centralise, établit en accord avec son conseil de santé l'ordre définitif de priorité et fait connaître aux bénéficiaires la date de leur admission et la durée du séjour à la station climatique.

En cas d'urgence, les demandes d'admission à la station de Dalaba pourront être adressées par télégramme au gouverneur de la Guinée, notamment en ce qui concerne les fonctionnaires évacués des établissements hospitaliers.

ART. 4. — Les frais de séjour à la station climatique de Dalaba sont à la charge des budgets employeurs des fonctionnaires ou à charge de remboursement direct par les particuliers. Ils sont régularisés dans les mêmes conditions que les frais d'hospitalisation, d'après un prix uniforme de la journée fixé trimestriellement par arrêté du gouverneur de la Guinée.

Les remboursements à la charge des budgets locaux employeurs sont effectués trimestriellement par le gouverneur de la Guinée sur mandat ou ordre de paiement émis au profit de l'agent de la Compagnie des Chargeurs Réunis domicilié à Conakry.

Pendant leur séjour à Dalaba, les fonctionnaires reçoivent la solde et les accessoires de solde auxquels ils peuvent prétendre en cas de traitement dans un établissement hospitalier. Ils subissent sur leur solde la retenue journalière prévue pendant la durée du séjour dans un hôpital. Cette retenue est également exercée sur la solde du chef de famille pour les membres de sa famille depuis le jour inclus de l'admission jusqu'à celui de la sortie exclusivement.

ART. 5. — Les fonctionnaires et les membres de leur famille évacués sur la station climatique de Dalaba ont droit aux frais de transport afférents à leur catégorie pour le trajet aller et retour. Ils n'ont pas droit aux indemnités de déplacement (Cf. arrêté du 15 décembre 1934).

Les frais de transport et de déplacement des personnels de l'Etat et des membres de leur famille restent régis par la réglementation propre à chaque département.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 17 décembre 1941.

P. BOISSON.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS ET COMMUNICATIONS

#### DOMAINES

##### Avis de demande d'immatriculation

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal civil de 1<sup>re</sup> instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1184, déposée le 27 décembre 1941, le sieur Ayivi Adama Vinz, profession d'agent en douane, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 5 ares 33 centiares, situé à Lomé, quartier n° 10, cercle de Lomé et borné au nord par terrain à Amémaka, à l'est par terrain à Mensah Joseph Kwessi, au sud par le boulevard circulaire, à l'ouest par terrain à Timothy Anthony.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le conservateur de la propriété foncière,*  
BERLIE.

##### Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le lundi 2 mars 1942 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 7, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3 ares 92 centiares et borné au nord par terrains à Georges Kouassi et Amevor, à l'est par terrain à Kouassi Géraldo, au sud par la rue du Dahomey, à l'ouest par terrain à James Combey dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Augustino de Souza, planteur demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 26 novembre 1941, n° 1182.

Le lundi 2 mars 1942 à quinze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 10, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 ares 33 centiares et borné au nord par terrain à Amémaka, à l'est par terrain à Joseph Kwessi Mensah, au sud par le boulevard circulaire, à l'ouest par terrain à Timothy Anthony dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Ayivi Adama Vinz, agent en douane, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 27 décembre 1941, n° 1184.

Le jeudi 5 mars 1942 et jours suivants à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Wuamé, subdivision de Palimé, cercle du Centre, consistant en un terrain rural, en partie bâti, en forme d'un polygone irrégulier, sur lequel sont édifiées diverses constructions appartenant à la Mission Catholique, d'une contenance de 6 hectares 36 ares 38 centiares et borné au nord et à l'est par terrain au requérant, au sud par la route de Kpedzé à Palimé, à l'ouest par le village de Wuamé dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Norbert Kodjo Foli, cultivateur demeurant à Wuamé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 25 novembre 1941, n° 1181.

Le samedi 14 mars 1942 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Oblo-Kpodavé (Akporsor) subdivision d'Atakpamé, cercle du Centre, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un polygone irrégulier, planté de cacaoyers, d'une contenance de 3 hectares 56 ares 90 centiares et borné au nord par terrain à Abiti Dokponou, au sud par terrain à Gbedopé, à l'est et à l'ouest par terrain à Doufagna Dokponou dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Hermann Kouassivi Fumey, employé de commerce, demeurant à Atakpamé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 2 décembre 1941, n° 1183.

*Le conservateur de la propriété foncière,*  
BERLIE.

### Avis de perte

de la copie du titre foncier N° 661  
DU CERCLE DE LOMÉ

Conformément aux dispositions de l'art. 99 du décret du 24 Juillet 1906 sur le régime de la propriété foncière, il est donné avis de la perte de la copie du titre-foncier numéro six cent soixante et un du cercle de Lomé, appartenant à la dame Suzanne DEDÉ GABA, demeurant à Lomé.

*Pour deuxième insertion.*

### SOCIÉTÉ AFRICAINE FINANCIÈRE ET AGRICOLE

#### S. O. C. A. F. A.

Société anonyme au capital de 3.000.000 de francs  
Siège Social : **Atakpamé (Togo)**

#### CONVOCATION ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

M.M. les actionnaires de la Société Africaine Financière et Agricole (S. O. C. A. F. A.), Société anonyme au capital de 3.000.000 de francs, dont le siège est à **ATAKPAMÉ (TOGO)**, sont convoqués en Assemblée Ordinaire annuelle, au siège social, à **ATAKPAMÉ**, le jeudi 15 Janvier 1942, à 16 heures, avec l'ordre du jour suivant :

- I. — Approbation des comptes de l'exercice 1940;
- II. — Nomination des Commissaires aux comptes;
- III. — Autorisation à donner aux Administrateurs, conformément à l'article 40 de la loi du 24 Juillet 1867.